

# Rapport sur les résultats ministériels 2021–2022

**Gendarmerie royale du Canada**

L'honorable Marco E. L. Mendicino, C.P., député  
Ministre de la Sécurité publique

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,  
Représenté par le ministre de la Sécurité publique, 2022  
Rapport sur les résultats ministériels 2021-2022  
ISSN 2560-9491  
Catalogue PS61-35F-PDF

---

## Table des matières

De la part du ministre.....	1
Aperçu des résultats .....	3
Résultats : ce que nous avons accompli.....	5
Services de police fédérale.....	5
Services nationaux de police.....	16
Services de police contractuels et autochtones .....	25
Services internes .....	32
Dépenses et ressources humaines .....	41
Dépenses .....	41
Ressources humaines .....	44
Dépenses par crédit voté .....	45
Dépenses et activités du gouvernement du Canada .....	45
États financiers et faits saillants des états financiers.....	45
Renseignements ministériels.....	47
Profil organisationnel.....	47
Raison d’être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons .....	47
Contexte opérationnel .....	47
Cadre de présentation de rapports .....	47
Renseignements à l’appui du Répertoire des programmes.....	48
Tableaux de renseignements supplémentaires .....	48
Dépenses fiscales fédérales.....	49
Coordonnées de l’organisation .....	49
Annexe : Définitions .....	50
Notes de fin de rapport.....	54

---



## De la part du ministre

À titre de ministre de la Sécurité publique, je suis heureux de remettre au Parlement le Rapport sur les résultats ministériels 2021-2022 de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).



Le présent document donne un aperçu du rendement de la GRC au cours d'un exercice marqué par plusieurs perturbations, causées par la pandémie, les changements climatiques, les tensions économiques mondiales et les conflits armés. La GRC a notamment eu à collaborer avec des partenaires pour mettre fin à l'occupation illégale des manifestants du convoi de la liberté, à retracer et à rassembler des actifs en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* et à appuyer les demandes de l'Ukraine. L'organisation a su se montrer à la hauteur de chacune de ces situations, tout en continuant de s'acquitter son [mandat](#)<sup>i</sup> et de faire avancer ses [priorités en matière de modernisation](#)<sup>ii</sup>.

La sécurité de tous les Canadiens est primordiale, et la GRC a pris des mesures importantes en ce sens cette année pour protéger la population de la violence armée, dans les communautés et les villes. L'organisation a élargi les vérifications des antécédents déterminant l'admissibilité à un permis d'arme à feu et a resserré les restrictions imposées au transport d'armes à feu prohibées ou à autorisation restreinte. Elle a également renforcé sa capacité à lutter contre l'extrémisme violent à caractère idéologique et les menaces les plus graves liées au blanchiment d'argent au Canada et a davantage collaboré avec d'autres autorités dans ce domaine. La GRC a aussi pris des mesures pour que les interactions de ses agents s'appuient sur des recherches et des formations à jour et a mis l'accent sur les techniques et les stratégies d'intervention et de désamorçage en situation de crise dans sa formation en interventions policières.

Pendant ce temps, le changement de culture à long terme continue de progresser à la GRC. En juin 2021, l'organisation a lancé le Centre indépendant de résolution du harcèlement afin d'améliorer la prévention et le règlement du harcèlement et de la violence au travail (les décisions sont prises hors de la chaîne de commandement) et a amorcé un projet pilote consistant à faire porter des caméras d'intervention à certains de ses membres au Nunavut pour améliorer la transparence et renforcer la confiance de la population envers les policiers. La GRC a aussi renouvelé ses valeurs fondamentales (ensemble d'attentes visant à guider les employés dans leurs comportements) avec l'aide d'employés, de bâtisseurs de nations et d'intervenants communautaires, pour que ces valeurs soient modernes, inclusives et qu'elles rejoignent les employés et les diverses communautés que nous servons. De plus, la GRC a vu ses membres (sous-officiers) et réservistes bénéficier de conditions d'emploi uniformes et d'un cadre de relations de travail établi grâce à la signature de sa première convention collective.

La GRC tient à promouvoir la réconciliation avec les peuples autochtones et c'est pourquoi elle a réglé en 2021 les derniers détails de stratégies divisionnaires de réconciliation, qui continuent d'être mises en œuvre avec la collaboration de communautés locales métisses, inuites et des

Premières Nations. À la suite de l'accablante découverte de 215 sépultures anonymes sur le site de l'ancien pensionnat autochtone de Kamloops, la GRC a également ouvert une enquête et apporté son soutien aux communautés dans leurs recherches.

Je suis fier du travail que la GRC a accompli au cours du dernier exercice et de tout ce qu'elle a fait pour renforcer la confiance des personnes qu'elle sert. J'invite tous les Canadiens qui souhaitent en savoir plus sur la modernisation à suivre les progrès réalisés dans le cadre d'un large [éventail d'initiatives prioritaires](#)<sup>iii</sup>.

L'honorable Marco E. L. Mendicino, C.P., député  
Ministre de la Sécurité publique

## Aperçu des résultats

**Quel est le montant des fonds utilisés?** Dépenses réelles s'élevant à 5 326 425 666 \$

**Qui étaient les personnes concernées?** 31 161 équivalents temps plein

### Faits saillants

#### Efforts opérationnels

En 2021-2022, la GRC :

- a élargi les vérifications des antécédents déterminant l'admissibilité à un permis d'arme à feu de manière à tenir compte de toute la vie du demandeur (et non plus seulement des cinq dernières années) et a resserré les restrictions imposées au transport d'armes à feu prohibées ou à autorisation restreinte;
- a retracé des actifs pour appuyer des demandes de l'Ukraine et a rassemblé tous les avoirs bloqués par des tiers en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*;
- a doté d'effectifs complets ses équipes intégrées d'enquête sur le blanchiment d'argent et a continué de collaborer avec ses partenaires du régime de lutte contre le blanchiment d'argent pour l'aider à faire face aux menaces les plus graves qui pèsent sur le Canada à ce sujet;
- a supervisé la mise en œuvre du *Décret sur les mesures économiques d'urgence* durant l'occupation illégale des manifestants du convoi de la liberté en février 2022;
- a amélioré sa capacité à évaluer des renseignements dans le domaine de la criminalité à caractère idéologique, ce qui a été utile pendant l'occupation et les barrages routiers illégaux tenus à Ottawa et ailleurs au Canada au début de 2022.

#### Initiatives de modernisation

En 2021-2022, la GRC :

- a entrepris l'examen externe de son Guide des mesures disciplinaires pour revoir les mesures actuelles et la façon dont elles sont appliquées et pour respecter les attentes modernes en matière de pertinence, d'équité, de transparence et d'efficacité;
- a créé le Bureau de la collaboration, de la concertation et de la responsabilité dans les relations GRC-Autochtones pour accroître le recrutement, le maintien en poste et l'avancement des membres métis, inuits et des Premières Nations et pour permettre aux employés autochtones de perfectionner leur leadership;
- a réglé les derniers détails de [stratégies divisionnaires de réconciliation](#)<sup>iv</sup>, qui continuent d'être mises en œuvre avec la collaboration de communautés locales métisses, inuites et des Premières Nations, et qui constituent des éléments clés de la vérité et de la responsabilité pour renforcer la confiance des peuples autochtones;

- a ajouté dix enquêteurs criminels civils aux équipes de lutte contre la cybercriminalité et aux équipes intégrées de la police des marchés financiers en Ontario, en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec, pour favoriser la diversité et soutenir les enquêtes complexes de la Police fédérale grâce à une expérience, à des connaissances et à des compétences spécialisées;
- a mis à jour sa formation en interventions policières afin de mettre davantage l'accent sur les techniques et les stratégies d'intervention et de désamorçage en situation de crise;
- a mis sur pied le Centre indépendant de résolution du harcèlement (CIRH) le 30 juin 2021, suivant les recommandations de rapports externes, dans le but d'améliorer la prévention et le règlement du harcèlement et de la violence au travail (les décisions étant prises hors de la chaîne de commandement);
- a permis à un plus grand nombre d'employés d'utiliser des outils numériques (comme MS Teams), qui ont été configurés de manière à respecter les exigences accrues de la GRC en matière de sécurité;
- a donné suite à certaines recommandations du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées en ajoutant des modules traitant de la victimisation des femmes et des filles autochtones au cours sur la traite des personnes s'adressant aux enquêteurs et offert par le Collège canadien de police;
- a externalisé la vérification des aptitudes psychologiques et l'évaluation médicale pour réduire l'arriéré et alléger la charge de travail des Services de santé au travail, ce qui devrait faire passer le délai moyen de traitement de quatre mois à 45 jours;
- a rédigé une politique sur l'utilisation de cameras d'intervention en s'appuyant sur l'évaluation d'un projet pilote de six mois mené à Iqaluit, et a entretenu des rapports étroits avec plusieurs membres clés de communautés autochtones et racisées;
- a vu ses membres sous-officiers et réservistes bénéficier de conditions d'emploi uniformes et d'un cadre de relations de travail grâce à la signature de sa première convention collective;
- a jeté les bases d'un prochain projet pilote sur les chemises de l'uniforme opérationnel (nouvelles coupes et caractéristiques) avec un groupe diversifié de membres de la GRC de partout au Canada, et a eu l'idée d'autres initiatives pour moderniser l'uniforme, notamment d'accepter des coiffes confessionnelles et des symboles autochtones.

Pour en savoir plus au sujet des plans, des priorités et des résultats de la GRC, consultez la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

## Résultats : ce que nous avons accompli

### Services de police fédérale

Description : La Police fédérale s'attaque aux menaces criminelles les plus graves et les plus complexes pour la sécurité des Canadiens ainsi que pour les intérêts du Canada, notamment pour les institutions démocratiques, l'intégrité économique et les infrastructures matérielles et cybernétiques. Dans le cadre des Services de police fédérale, la GRC prévient et détecte les crimes liés à la sécurité nationale, la cybercriminalité, le crime organisé transnational et les crimes graves, y compris les crimes financiers, et mène des enquêtes sur ces crimes. De plus, elle applique les lois fédérales, mène des activités policières internationales et veille à l'intégrité des frontières du Canada et à la sécurité des grands événements pilotés par le gouvernement, des représentants désignés et des dignitaires.

### Résultats

#### Enquêtes de la Police fédérale

Pour protéger les Canadiens des menaces les plus graves (comme l'extrémisme violent à caractère idéologique ou EVCI, les voyageurs extrémistes canadiens ou VEC et l'ingérence d'acteurs étrangers ou IAE), la GRC et ses partenaires de la sécurité publique sont demeurés vigilants et ont continué de prendre des mesures appropriées. Au cours de l'exercice, la GRC :

- a continué d'établir des partenariats et de collaborer avec des organismes alliés et des organisations internationales afin de dégager des tendances et de définir des pratiques exemplaires pour contrer la propagande entourant l'EVCI et les activités liées à ce mouvement au Canada et à l'étranger;
- a porté des accusations de terrorisme contre deux personnes en vertu du *Code criminel*, dans le cadre d'enquêtes sur la sécurité nationale liées à l'EVCI, et a arrêté six personnes accusées d'avoir violé un engagement de ne pas troubler l'ordre public en matière de terrorisme;
- a continué de travailler à une stratégie de lutte contre l'EVCI définissant une vision globale et prospective de la façon dont l'organisation peut s'adapter au contexte de la menace et mettre en œuvre les changements internes nécessaires pour être un chef de file national efficace en matière de lutte contre l'EVCI;
- a continué de collaborer avec des partenaires nationaux et internationaux pour enquêter sur les voyageurs extrémistes canadiens et la menace qu'ils représentent, tant à l'étranger qu'à leur retour au pays, s'il y a lieu;
- a collaboré avec des partenaires pour surveiller, évaluer et gérer les menaces à la sécurité publique engendrées par la pandémie de COVID-19, comme les menaces criminelles entourant la campagne de vaccination au Canada et celles du mouvement s'opposant aux mesures de santé publique;
- a poursuivi une campagne opérationnelle avec des partenaires nationaux et internationaux afin d'accroître la sensibilisation à l'égard de l'ingérence d'acteurs étrangers au Canada ainsi que les moyens techniques pour enquêter sur ces acteurs. En tant qu'organisme fédéral d'application de la loi du Canada, la GRC est particulièrement bien placée, de par

ses mandats et ses pouvoirs, pour lutter contre l'ingérence d'acteurs étrangers, et a réussi en 2021-2022 à porter des accusations en vertu du *Code criminel* à la suite d'une enquête sur la sécurité nationale liée à de l'ingérence étrangère.

### Projet OLUNAR

En 2021-2022, le Federal Bureau of Investigation (FBI) et la GRC ont mené des enquêtes parallèles sur des attaques par rançongiciels attribuées à un groupe de pirates appelé NetWalker. Au Canada, l'enquête a mené à l'exécution de mandats de perquisition, ainsi qu'à la saisie de 719 bitcoins (évalués à l'époque à plus de 34 millions de dollars canadiens) et d'environ 700 000 dollars en espèces. Sébastien Vachon-Desjardins a plaidé coupable aux accusations portées au Canada et a été condamné à sept ans de prison avant d'être extradé aux États-Unis. L'homme y fait l'objet d'accusations et attend actuellement le prononcé de sa peine. Il a renoncé aux biens saisis, ce qui a permis de restituer 2,8 millions de dollars aux victimes au Canada.

Au cours de 2021-2022, la GRC a obtenu des résultats sur plusieurs fronts en enquêtant sur la criminalité transnationale, le crime organisé et les crimes graves :

- La pandémie persistant en 2021-2022, les cybercriminels ont poursuivi leurs diverses manœuvres pour s'en prendre au public : hameçonnage, logiciels malveillants, rançongiciels, comptes de courriel d'entreprises compromis et autres. La GRC a réagi en continuant de perturber les logiciels malveillants avancés (et ceux qui les utilisent), ainsi que les cyberattaques ayant la forme de menaces sophistiquées et persistantes.
- Avec l'aide de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la GRC a saisi 600 kg de cannabis illicite dissimulés à l'intérieur d'un semi-remorque qui tentait de se rendre aux États-Unis.
- La GRC et l'ASFC ont mené ensemble une enquête qui a permis de saisir 300 kg de méthamphétamine dans un camion de transport commercial.
- Dans le cadre d'une opération conjointe, la GRC et la Sûreté du Québec ont saisi 14 200 kg de tabac, dont la valeur est estimée à 1 278 180 \$, dans une remorque commerciale.
- En juillet 2021, la GRC a exécuté 13 mandats de perquisition à Edmonton et à Calgary, ce qui a permis de démanteler un super-laboratoire de production de fentanyl. Les agents ont également arrêté dix suspects et saisi un certain nombre d'armes à feu qui, selon la façon dont elles étaient emballées, devaient faire l'objet de trafic. Le super-laboratoire contenait un nombre important de précurseurs utilisés dans la production de substances contrôlées illicites.
- Voulant s'assurer que le crime organisé n'est pas mêlé au marché légal du cannabis au Canada, la GRC a réussi, avec l'aide de partenaires nationaux et internationaux, à repérer et à démanteler une installation de culture illégale de cannabis en Ontario. Cela a donné lieu à l'arrestation de quatre personnes et à la saisie d'armes de poing, de cannabis cultivé illégalement, de cocaïne et de biens.

- La GRC a travaillé avec des partenaires étrangers pour mieux comprendre l'utilisation des appareils de communication protégée à sécurité renforcée au Canada, la menace qu'ils représentent et les liens de ces communications avec le Canada. Ces appareils sont utilisés pour faciliter des crimes graves et il n'existe actuellement aucune loi interdisant leur possession.

En réponse aux menaces les plus graves liées au blanchiment d'argent au Canada, la GRC :

- a poursuivi la mise en œuvre des équipes intégrées d'enquête sur le blanchiment d'argent et a continué de faire appel aux ressources des partenaires du Régime canadien de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement d'activités terroristes;
- a contribué à faire avancer l'examen par le gouvernement du Canada de la législation actuelle sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes, notamment des investissements étrangers effectués en vertu de la *Loi sur l'investissement Canada*, afin de réduire le nombre d'investissements potentiellement préjudiciables;
- a continué de soutenir les travaux de la Commission d'enquête Cullen sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique en fournissant des témoignages d'experts sur le blanchiment d'argent, les nouvelles tendances et l'exploitation d'actifs virtuels;
- a créé une fonction de coordination pour encadrer les initiatives fédérales de partenariat public-privé et arrimer les réalités des régions au régime fédéral de lutte contre le blanchiment d'argent.

Autres enquêtes sur la criminalité financière et activités connexes ayant connu du succès :

- enquêtes sur plusieurs cas de fraude contre des programmes d'aide mis en place par le gouvernement du Canada en raison de la pandémie;
- élaboration et prestation du premier cours de la GRC sur la cryptomonnaie, et établissement d'un modèle national pour réagir à la présence croissante de la cryptomonnaie dans les enquêtes criminelles.

Pour protéger l'intégrité des frontières du pays, la GRC a commencé à travailler en 2021-2022 à la préparation d'un rapport sur la connaissance des domaines dans lequel on compile et analyse les renseignements des frontières partout au Canada. Cela permettra à l'organisation de mieux comprendre le fonctionnement des menaces aux frontières aériennes, maritimes, terrestres et arctiques, et leurs effets sur la sécurité.

Pendant la pandémie, en raison des restrictions imposées aux personnes franchissant la frontière canado-américaine, la zone est devenue à haut risque d'exploitation criminelle. La GRC a modifié son approche en donnant la priorité aux zones les plus à risque et en déplaçant des ressources (humaines et autres) vers ces zones. L'organisation a ainsi pu détecter des activités illégales, arrêter des personnes et saisir des biens.

## **Renseignement**

L'équipe du Renseignement national de la Police fédérale (RNPF) a continué de colliger, d'analyser et d'évaluer des renseignements opérationnels et stratégiques en lien avec des menaces, des risques, des tendances et des possibilités et avec les priorités du gouvernement du Canada et de la Police fédérale en matière de renseignement, dont la sécurité nationale (ingérence d'acteurs étrangers), la cybercriminalité, le crime organisé transnational et les crimes graves (crimes financiers).

La *Loi sur Investissement Canada* donnant à la GRC la responsabilité d'enquêter les investissements pouvant être menaçants, le Groupe de l'intégrité économique du RNPF a continué d'évaluer les investissements étrangers au Canada pouvant porter atteinte à la sécurité nationale du pays. Des criminels ou des états étrangers impliqués dans des activités de prolifération, de l'espionnage économique et industriel, du blanchiment d'argent, des crimes associés aux marchés financiers et du parrainage étatique peuvent en effet se servir d'investissements pour tenter d'infiltrer l'économie du pays.

Le programme des Initiatives mondiales du RNPF permet à des analystes de la GRC d'être mutés partout dans le monde et d'aider ainsi l'organisation à s'adapter à un environnement où les menaces mondiales sont en constante évolution. Travaillant en étroite collaboration avec les agents de liaison internationaux de la GRC, les employés du programme des Initiatives mondiales ont fourni de précieux aperçus et rapports de renseignements sur ce qui se passe dans d'autres pays, en appui au mandat de la Police fédérale de la GRC. Au pays, l'équipe des Renseignements opérationnels du RNPF travaille avec les groupes de la Police fédérale et les divisions de la GRC pour soutenir des activités ciblées de perturbation et d'application de la loi. La collaboration de cette équipe avec celle des Initiatives mondiales, ainsi qu'avec des partenaires internationaux et des divisions de la GRC, a notamment permis de découvrir un réseau international de migration clandestine ayant des liens avec des entreprises d'intérêt et des facilitateurs canadiens opérant au pays et à l'étranger.

## **Services de protection**

En prévision des élections fédérales de septembre 2021, la GRC a assuré la protection du premier ministre et de tous les chefs des partis ayant le statut de parti officiel à la Chambre des communes (le Parti conservateur, le Bloc Québécois et le Nouveau Parti démocratique).

En 2021-2022, suivant la lettre de mandat<sup>v</sup> du ministre de la Sécurité publique, la GRC a commencé à réaffecter des ressources pour former une équipe de liaison ministérielle (ELM). Cette dernière communique avec les cabinets politiques qui reçoivent des services de protection de la GRC pour mieux comprendre leurs préoccupations en matière de sécurité et de protection, vérifier l'efficacité des services de protection et assurer une liaison avec d'autres partenaires du domaine de la sécurité et du renseignement et coordonner des activités avec eux.

## **Police internationale**

Au cours de la période visée par le présent rapport, la GRC a envoyé 54 policiers en missions en République démocratique du Congo, en Haïti, au Mali et en Cisjordanie. Ces derniers y ont renforcé les capacités des forces policières locales en offrant de la formation, du mentorat et des conseils stratégiques pour les aider à établir des institutions d'application de la loi efficaces. Plus précisément :

- Les policiers de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ont pris part aux efforts d'une équipe de police spécialisée en matière de violence sexuelle ou sexiste (VSS) afin de prévenir les actes de ce genre, de faire enquête sur ceux-ci et d'intenter des poursuites.
- Ceux qui ont été envoyés au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) ont offert du mentorat et des conseils stratégiques aux cadres supérieurs et intermédiaires de la Police nationale d'Haïti sur les questions de VSS.

La GRC a aussi affecté des agents à sa mission en Ukraine au cours de l'année, mais ces derniers ont été rapatriés et la mission suspendue du fait que le pays a été envahi par la Russie.

Des agents ont également été détachés aux endroits suivants :

- à la Cour pénale internationale aux Pays-Bas (ils ont mené des enquêtes au Soudan et en République centrafricaine);
- à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) en Suisse, afin de donner de la formation pour répondre aux besoins en matière de renforcement des capacités de personnes, d'organismes et d'institutions;
- à la mission permanente du Canada au siège des Nations Unies à New York.

Mesures prises pour perturber la criminalité transnationale à sa source, avant qu'elle n'atteigne le Canada ou n'affecte les intérêts canadiens :

- Des agents de liaison et des analystes affectés à l'étranger ont participé à plusieurs enquêtes sur une opération internationale de trafic de drogue aux États-Unis, qui se sont soldées par des arrestations et des saisies importantes;
- La GRC a élaboré 246 produits de renseignement à l'appui du mandat de la Police fédérale;
- Dans le cadre de sa stratégie de prévention du passage de clandestins, le Canada a fait appel à des partenaires externes pour l'aider à perturber plusieurs opérations de passage de migrants clandestins sur son territoire (par voies aériennes, maritimes et terrestres);
- INTERPOL et EUROPOL Ottawa ont facilité des échanges de renseignements avec les bureaux à l'étranger et ont soutenu des enquêtes, notamment en publiant des alertes et en procédant à l'arrestation d'individus impliqués dans des crimes aux ramifications mondiales.

### **Prévention et engagement de la Police fédérale**

En 2021-2022, le Groupe de la prévention et de l'engagement et le Programme de sensibilisation au terrorisme pour premiers intervenants, tous deux de la Police fédérale, ont fusionné pour devenir le Groupe de l'engagement et de la sensibilisation stratégiques (ESS). Celui-ci s'occupe de toutes les priorités stratégiques de la Police fédérale relevant de ses responsabilités en matière de sensibilisation; il a une perspective de toutes les questions relatives à la Police fédérale et interagit avec les partenaires clés d'une manière plus stratégique.

En s'occupant des domaines prioritaires de la Police fédérale, le Groupe de l'ESS a collaboré avec des partenaires clés et a élaboré divers produits pour sensibiliser les intervenants à des sujets comme les risques internes, la fraude, les laboratoires clandestins de fabrication de drogues synthétiques, la cryptomonnaie et la cybercriminalité. Le Groupe a également élaboré un guide intitulé *Signaler les incidents suspects aux services de police*<sup>vi</sup> renfermant de l'information pour le public sur la manière de reconnaître et de signaler des comportements pouvant être liés à des crimes haineux, à la radicalisation menant à la violence, à la propagande extrémiste ou à la mobilisation au terrorisme.

### **Soutien aux opérations fédérales**

Au cours de la période de référence, la Police fédérale a amélioré son utilisation des technologies de l'information et a fait avancer l'intégration des données administratives et opérationnelles afin qu'elles soient accessibles pour aider à prendre des décisions. Parmi les réalisations notables, mentionnons les suivantes :

- le remplacement de l'équipement vieillissant, des services de base et de l'infrastructure nationale pour moderniser le système de TI de la GRC où sont enregistrées et traitées les données des enquêtes et des opérations de la Sécurité nationale – cela comprenait l'ajout de caractéristiques et de fonctionnalités pour accroître la sécurité et prévenir des pertes de données, conformément aux exigences de sauvegarde du Comité canadien chargé des systèmes de sécurité nationale.
- l'utilisation continue de l'environnement collaboratif intégré (ECI) de la Police fédérale, qui permet une collaboration à des documents et à des rapports clés, ainsi qu'une automatisation du travail;
- la poursuite de l'utilisation de la plateforme sécurisée et non exclusive de la Police fédérale, qui gère de grands jeux de données dans le cadre d'enquêtes policières importantes;
- la mise en place des services du Groupe des Sciences tactiques de l'exploitation des données, qui fournit des services d'analyse sur mesure aux enquêteurs et aux analystes pour détecter des renseignements ayant une valeur opérationnelle. Au cours de l'exercice, le Groupe a aidé à faire avancer 18 enquêtes dans sept divisions de la GRC grâce à la découverte de profils d'activités frauduleuses, à l'analyse de données de géolocalisation, à l'analyse d'images et à des visualisations analytiques.

## **Gouvernance**

- La Police fédérale a poursuivi l'élaboration d'un plan d'action pour restaurer ses capacités et tirer parti du savoir-faire des membres civils au cours des prochaines années. Le but est de soutenir les activités de base comme l'analyse de renseignements et la police internationale, et faire progresser et simplifier les enquêtes.
- En 2021, la GRC a élargi les possibilités en créant un nouveau rôle, celui d'enquêteur criminel civil (ECC). À l'heure actuelle, les titulaires du poste s'occupent surtout d'assurer un soutien aux enquêtes sur la criminalité financière et la cybercriminalité, puisque la Police fédérale cherche à s'adapter à l'évolution rapide des activités criminelles dans ces secteurs.
- La Police fédérale a également lancé FOYER, un espace de travail centralisé et sécurisé où il est possible de remplir des formulaires d'enquête dans un environnement interactif. Il s'agit d'une source importante de renseignements sur les entreprises. FOYER guide les employés pour qu'ils sachent comment rendre compte de grands projets d'enquête et normaliser les jeux de données communs. Les données qui en résultent sont transmises facilement et en toute sécurité pour aider à prendre des décisions éclairées.

## **Analyse comparative entre les sexes plus**

- Dans le cadre de son plan d'action sur l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI), la Police fédérale a fait de l'ACS Plus une priorité dans ses efforts de dotation collective au pays. Elle a apporté des modifications à ses processus d'évaluation en y retirant les préjugés dissimulés et les obstacles nuisant aux groupes visés par la diversité et a formé des comités d'embauche composés de membres de communautés diverses.
- La Police fédérale a établi un Comité consultatif des Opérations secrètes sur l'EDI pour permettre aux voix de la diversité de se faire mieux entendre et pour permettre ce qui suit de façon récurrente :
  - discuter des questions concernant l'EDI au sein de la Sous-direction des opérations secrètes de la GRC;
  - fixer des objectifs qui correspondent à la stratégie d'EDI des Opérations secrètes et mettre en œuvre des plans d'action pour les atteindre;
  - surveiller la progression de ces engagements et rendre compte de celle-ci.
- Le personnel du Programme de protection des témoins (PPT) a appliqué l'ACS Plus dans le cadre de l'évaluation des personnes protégées. À leur admission au programme, les personnes font l'objet d'une série d'évaluations pour que le plan de gestion de leur cas réponde à leurs besoins de sécurité particuliers et à leurs autres besoins. Le personnel du PPT a également poursuivi ses efforts de dotation ciblée afin de recruter des personnes issues de différents horizons et ayant des expériences diversifiées pour mieux refléter les besoins changeants du Programme et l'environnement dans lequel il œuvre.

## Résultats atteints

Le tableau suivant montre, pour les Services de police fédérale, les résultats obtenus, les indicateurs de rendement, les cibles et les dates cibles pour 2021-2022, ainsi que les résultats réels pour les trois derniers exercices pour lesquels vous avez accès aux résultats réels.

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2019-2020	Résultats réels 2020-2021	Résultats réels 2021-2022
La population canadienne et les intérêts du Canada sont protégés contre les menaces criminelles graves et complexes	Pourcentage des dossiers liés à la sécurité nationale (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).	Non disponible <sup>vii</sup>	31 mars 2022	Non disponible <sup>viii</sup>	14%	14%
	Pourcentage des projets à plusieurs niveaux qui sont liés à la sécurité nationale et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).	Non disponible <sup>ix</sup>	31 mars 2022	Non disponible <sup>x</sup>	250 % <sup>xi</sup>	100 % <sup>xii</sup>
	Pourcentage de partenaires policiers et d'intervenants qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC intervient efficacement en cas de menaces pour la sécurité nationale ».	90 %	31 mars 2022	86 %	75 %	72 %

	Pourcentage de dossiers liés à la cybercriminalité (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).	Non disponible <sup>xiii</sup>	31 mars 2022	Non disponible <sup>xiv</sup>	33 %	44 %
	Pourcentage de projets à plusieurs niveaux qui sont liés à la cybercriminalité et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).	Non disponible <sup>xv</sup>	31 mars 2022	Non disponible <sup>xvi</sup>	67 %	400 % <sup>xvii</sup>
	Pourcentage de partenaires policiers et d'intervenants qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC intervient efficacement en cas de menaces pour la sécurité nationale ».	70 %	31 mars 2022	60 %	50 %	48 %
	Pourcentage de dossiers liés au crime organisé transnational et aux crimes graves (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées	Non disponible <sup>xviii</sup>	31 mars 2022	Non disponible <sup>xix</sup>	35 %	20 %

	ou sans mise en accusation).					
	Pourcentage de projets à plusieurs niveaux qui sont liés au crime organisé transnational et aux crimes graves (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).	Non disponible <sup>xx</sup>	31 mars 2022	Non disponible <sup>xxi</sup>	118 % <sup>xxii</sup>	233 % <sup>xxiii</sup>
	Pourcentage de partenaires et d'intervenants des services de police qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC lutte efficacement contre le crime organisé transnational et grave »	85 %	31 mars 2022	82 %	61 %	58 %

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xxiv</sup>.

## Ressources financières budgétaires (en dollars)

Le tableau suivant montre, pour les Services de police fédérale, les dépenses budgétaires de 2021-2022, ainsi que les dépenses réelles pour cet exercice.

Budget principal des dépenses 2021-2022	Dépenses prévues 2021-2022	Autorisations totales pouvant être utilisées 2021-2022	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2021-2022	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2021-2022
861 390 157	861 390 157	1 226 767 184	1 231 734 793	370 344 636 <sup>xxv</sup>

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xxvi</sup>.

## Ressources humaines (équivalents temps plein)

Le tableau suivant indique, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle en 2021-2022.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein réels 2021-2022	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2021-2022
5 139	4 994	(145)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#).<sup>xxvii</sup>

## Services nationaux de police

Description : À l'externe, la GRC fournit à tous les organismes canadiens d'application de la loi des services techniques et spécialisés, notamment une formation avancée concernant l'application de la loi, des dépôts nationaux de données criminelles; l'accès à la réglementation et la délivrance des permis touchant les armes à feu; des outils et des services d'enquête entre autres dans les domaines des sciences judiciaires, de l'identification, des armes à feu et de l'exploitation des enfants. À l'interne, un éventail de services techniques sont fournis pour faire avancer les opérations de la GRC, telles que la collecte de preuves numériques, la prestation d'outils de technologie de l'information policière et la mise en oeuvre des normes de sécurité touchant le personnel et le Ministère.

### Résultats :

#### Services opérationnels de GI-TI de la GRC

L'équipe de GI-TI a continué de faire progresser la stratégie sur la police numérique<sup>xxviii</sup>, qui définit les capacités numériques requises pour soutenir des opérations policières modernes, en poursuivant la réalisation d'initiatives axées sur le numérique.

Pour permettre aux travailleurs en région éloignée de collaborer et d'échanger davantage avec les autres, l'équipe de GI-TI a poursuivi l'initiative de l'espace de travail numérique en élargissant l'utilisation d'outils numériques, configurés de manière à respecter les exigences de sécurité accrues de la GRC. L'installation de MS Teams sur tous les appareils mobiles de la GRC a été un jalon important en 2021-2022, tout comme son amélioration pour que des renseignements protégés puissent y être communiqués de façon sécuritaire. L'équipe a également soutenu les objectifs du gouvernement du Canada en matière d'ouverture et de responsabilisation :

- en adoptant une stratégie de gouvernement ouvert et un plan d'action pluriannuel<sup>xxix</sup>;
- en publiant des données sur les interventions policières<sup>xxx</sup>;
- en créant un forum sur la transparence réunissant plusieurs parties prenantes;

- en coprésidant le groupe de travail sur le gouvernement ouvert en matière de sécurité et de renseignement.

### **Services des sciences judiciaires et de l'identité**

La pandémie a eu des effets importants sur les Services des sciences judiciaires et de l'identité (SSJI), qui ont dû gérer une demande<sup>xxxi</sup> sans cesse croissante tout en devant respecter les protocoles liés à la COVID-19 au travail. Il y a eu du retard dans les réponses aux demandes de services de biologie et de toxicologie, mais il s'est traité plus de demandes de services liées au Bureau national de lutte contre la contrefaçon et à l'analyse de traces que ce qui avait été ciblé pour l'exercice. Cela a été possible en procédant à une analyse des demandes à leur réception, en fixant des dates de réponse réalistes et en bénéficiant de l'aide de recrues.

En plus de ces réalisations, les SSJI :

- ont entrepris des initiatives pour la modernisation du programme de biologie, notamment en améliorant les processus et les outils de récupération des éléments de preuve, en évaluant des instruments d'analyse rapide d'ADN et en continuant de planifier l'arrivée de nouveaux logiciels pour aider à accroître l'efficacité et la capacité des laboratoires;
- ont augmenté la capacité du programme de toxicologie et modernisé le déroulement du travail pour écourter les délais de réponse, en mettant l'accent sur le traitement des échantillons de sang pris dans le cadre d'enquêtes sur la conduite avec concentration de drogue dans le sang supérieure à la limite légale;
- ont ajouté des cartouches d'armes à feu au Réseau canadien intégré d'identification balistique (RCIIB) afin d'aider à la réalisation d'enquêtes sur les armes à feu en temps voulu;
- ont mis à l'essai de nouvelles technologies et approches pour obtenir des empreintes latentes sur des douilles tirées et d'autres matériaux non poreux.

### **Collège canadien de police**

Le Collège canadien de police (CCP) a continué de soutenir la professionnalisation des services de police et le perfectionnement des compétences et des connaissances. Il a maintenu des partenariats avec des universités, dont l'Université des Premières Nations du Canada, et des communautés de pratique spécialisées, afin d'adapter le contenu de ses cours et son offre en la matière et d'offrir des possibilités de perfectionnement supplémentaires axées sur la réalité autochtone. Cette année, le CCP :

- a rencontré les membres du nouveau Bureau de la collaboration, de la concertation et de la responsabilité dans les relations GRC-Autochtones pour l'aider à renforcer ses approches en matière de diversité et d'inclusion;
- a offert, en partenariat avec l'organisme Kairos Canada, quatre séances virtuelles de son exercice des couvertures, qui porte sur les relations nation à nation entre les peuples autochtones et non autochtones au Canada.

### **Services d'enquêtes de nature délicate et spécialisées**

En 2021-2022, les Services d'enquêtes spécialisées et de nature délicate (SESND) ont poursuivi plusieurs initiatives importantes pour offrir du soutien opérationnel, un savoir-faire, des renseignements, de la formation, de la technologie et des services d'analyse dans des cas de cyberexploitation sexuelle d'enfants, de personnes disparues ou exploitées, de victimes de crimes violents, de délinquants sexuels et de crimes en série. À noter :

- Le Centre national contre l'exploitation des enfants (CNEE) a reçu 81 799 demandes, plaintes et rapports d'aide et a répertorié plus de victimes canadiennes dans la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants (il a fait passer le nombre de victimes de 1 916 à 2 320, soit une hausse d'environ 21 %), pour soutenir des enquêtes et réduire le chevauchement des efforts.<sup>xxxii</sup>
- La Section des contrôles de sécurité a procédé à 1 293 tests polygraphiques préalables à l'emploi pour des aspirants membres réguliers et à 318 tests polygraphiques judiciaires pour des enquêtes courantes.
- Le Centre national pour les personnes disparues et les restes non identifiés a contribué à plus de 3 200 enquêtes. Il a par exemple coordonné le retour en toute sécurité au Canada d'une fillette de sept ans qui avait été enlevée et emmenée dans un autre pays et a organisé les retrouvailles avec son père.
- Les responsables du Registre national des délinquants sexuels aux Services d'enquêtes en sciences du comportement (SESC) ont lancé une nouvelle base de données en avril 2021. Cette dernière permet de faire des envois électroniques et des demandes de recherche tactique.

Les responsables du programme de santé et de bien-être des Services stratégiques et opérationnels ont trouvé diverses stratégies d'atténuation pour les employés, dont des séances de formation sur les divers facteurs de stress et les répercussions que peut avoir la consultation d'images de nature délicate.

### **Services d'enquête techniques et spécialisés de la GRC**

Les Services spécialisés d'enquêtes techniques fournissent des services de soutien spécialisés modernes aux clients et aux partenaires, plus précisément les suivants :

- Les Services aériens ont enregistré plus de 14 862 heures de vol pour soutenir directement la sécurité nationale et lutter contre les opérations du crime organisé;
- Les Services d'enquêtes techniques ont continué d'aider les policiers de première ligne à obtenir des preuves numériques au cours d'enquêtes criminelles complexes, dans le respect des lois et de la *Charte*;
- La Sous-direction des services techniques de protection a collaboré étroitement avec les partenaires de l'application de la loi et de la sécurité publique à l'élaboration et à l'évaluation de technologies de sécurité physique et de protection;

- Les techniques et les technologies appuyant le mandat de la GRC ont continué de se moderniser, cela a notamment été le cas des outils spécialisés de connaissance de la situation et des systèmes d'aéronefs télépilotés.

En 2021-2022, le Groupe national de coordination contre la cybercriminalité (GNC3) a traité 1 447 demandes d'aide opérationnelle et de collaboration, dont 742 provenaient d'organismes canadiens d'application de la loi et 705 de partenaires internationaux. Le GNC3 a également géré 176 dossiers d'avis à des victimes de cybercriminalité; 318 organisations ont ainsi pu être informées que leurs systèmes avaient été compromis ou risquaient de l'être. À noter que le GNC3 a directement contribué à ce qui suit :

- la coordination réussie d'une opération conjointe de lutte contre la cybercriminalité menée à l'aide d'un rançongiciel (projet CODA), ce qui a permis de porter des accusations contre une personne mêlée à des cyberattaques contre des gouvernements, des entreprises et des particuliers aux États-Unis et au Canada;
- la saisie légale d'infrastructures cybercriminelles (serveurs) situées en Europe, évitant à une victime de payer une rançon de trois millions de dollars et de perdre ses données de manière permanente;
- L'opération GoldDust, une enquête internationale sur la variante de rançongiciel Sodinokibi/REvil, a conduit à l'arrestation de plusieurs individus.

### Centre antifraude du Canada

Le Centre antifraude du Canada (CAFC) a contribué directement à perturber la fraude liée aux cryptomonnaies et celle visant des personnes vulnérables, et a coordonné de nombreux efforts en ce sens dans le monde. Parmi ceux-ci : 1 855 cas de perturbation d'activités frauduleuses de fournisseurs de services téléphoniques, 10 773 de fournisseurs de services de courriel, 4 251 de commerçants et 18 356 cas de perturbation de fraude dans des comptes bancaires. Le CAFC a également uni ses efforts à ceux d'autres pays pour contrer le piratage de courriels, ce qui a mené à plusieurs arrestations au Canada et à l'étranger. Après avoir été informé d'une transaction frauduleuse, le CAFC, en partenariat avec les Services secrets des États-Unis, a aidé une entreprise de ce pays à récupérer environ 750 000 dollars américains.

### **Service canadien de renseignements criminels**

Au cours du dernier exercice, le Service canadien de renseignements criminels (SCRC) a fourni aux partenaires canadiens du domaine de l'application de la loi diverses évaluations de renseignements criminels sur les menaces graves que le crime organisé fait peser sur le public. Le SCRC a davantage utilisé la visualisation de données dans ses évaluations pour que les clients y voient clairement l'information. L'organisme a également ajouté des critères à ses processus intégrés d'évaluation des menaces pour mieux tenir compte des renseignements sur le blanchiment d'argent, il a dirigé des groupes de travail nationaux afin d'améliorer les échanges avec les partenaires sur les groupes dangereux et les marchés criminels, et a publié son Rapport

public de 2021 sur le crime organisé au Canada<sup>xxxiii</sup>. Le SCRC a également continué de faire progresser le projet du système canadien de renseignements criminels, lequel remplacera sa base de données actuelle sur le sujet. Du financement a été obtenu pour le projet, le logiciel de base a été acheté et les phases de planification et de conception sont terminées.

### **Sécurité ministérielle de la GRC**

La Sécurité ministérielle a mis en œuvre de nouveaux protocoles relatifs à la technologie de l'information et à la sécurité de l'information, qui sont fondés sur les risques actuels et futurs liés à la technologie, afin d'appuyer les secteurs d'activité de la GRC grâce à des stratégies efficaces d'atténuation des risques. De plus, elle a continué de moderniser ses activités de filtrage de sécurité du personnel pour assurer un meilleur soutien à la GRC, ce qui comprend le lancement du nouveau Système de gestion du filtrage de sécurité et des modifications apportées à des politiques et à des processus afin de réduire le temps de traitement des demandes de filtrage. L'amélioration du Programme des menaces internes continue de faire partie intégrante des efforts déployés par la GRC pour atténuer les risques, et la nouvelle version du programme renferme un éventail de directives et de politiques relatives aux responsabilités de l'organisation, de la direction et des employés.

### **Services d'enquête et d'application de la loi en matière d'armes à feu**

Au cours de l'exercice financier, les Services d'enquête et de contrôle en matière d'armes à feu :

- ont renforcé leur capacité de dépistage des armes à feu et ont renseigné la population sur les avantages du dépistage pour le repérage de sources d'armes à feu illégales et des itinéraires de trafic d'armes;
- ont créé une nouvelle base de données nationale qui aidera à la réalisation d'analyses stratégiques et tactiques de la circulation illégale et de l'utilisation criminelle d'armes à feu;
- ont fourni des services de proximité et de soutien aux partenaires de l'application de la loi afin d'accroître l'échange de renseignements pour faciliter la détection d'achats par prête-nom<sup>xxxiv</sup> et lutter contre le trafic et la contrebande d'armes à feu;
- ont offert de la formation spécialisée et de l'aide technique en ce qui concerne l'identification des armes à feu, les modifications aux exigences législatives et réglementaires ainsi que les nouvelles technologies et les tendances émergentes liées à la fabrication d'armes illicites.

Dans le cadre de l'Initiative contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, les Services d'enquête et d'application de la loi en matière d'armes à feu ont continué de travailler de concert avec des partenaires internes et externes, notamment l'ASFC, afin de renforcer la vérification de l'admissibilité de personnes à risque élevé à détenir un permis d'armes à feu, et ont produit un rapport annuel sur le contexte national relatif aux armes à feu.

## **Permis et Enregistrement d'armes à feu**

En 2021-2022, le programme de délivrance de permis et d'enregistrement d'armes à feu (PEAF) a délivré 138 898 permis d'armes à feu à des particuliers et en a renouvelé 293 600, tandis qu'il a refusé 1 145 demandes de permis et a révoqué 3 011 permis. De plus, le programme a délivré 328 permis à des entreprises, en a renouvelé 760 et en a révoqué un. En raison de ces forts volumes, on a continué d'apporter plusieurs changements au programme afin d'améliorer la prestation de services :

- On a lancé un projet à étapes multiples afin de moderniser le Système canadien d'information relativement aux armes à feu, ce qui améliorera l'expérience client, réduira les processus manuels et renforcera la capacité du PEAF à répondre aux besoins en évolution.
- Le PEAF a continué d'élaborer et de réviser les processus et les normes de travail, par exemple en ce qui touche la vérification de l'admissibilité aux permis et la conception de champs de tir, en vue d'améliorer continuellement la sécurité du public.

## **Analyse comparative entre les sexes plus**

- Le Programme canadien des armes à feu (PCAF) a travaillé à la première phase de la Solution de services en ligne du PCAF afin d'améliorer les services offerts à tous les clients. Les conclusions de l'ACS Plus ont été prises en considération dans l'élaboration de cette solution visant à fournir aux clients des services axés sur le numérique multicanaux qui leur permettent de choisir la méthode privilégiée pour communiquer avec le personnel du PCAF (p. ex. en ligne, par téléphone ou par la poste).
- Les Services d'enquête spécialisés et de nature délicate (SESND) ont continué de recueillir des données pour l'ACS Plus (p. ex. le sexe et l'âge) afin de surveiller la nature sexiste des crimes sur lesquels ils font enquête, notamment la cyberexploitation d'enfants et les crimes sexuels violents. Les SESND seront ainsi en mesure de dégager des tendances au chapitre des types de crimes, d'accroître leur capacité de faire rapport et de rendre les interventions policières plus efficaces en se fondant sur les tendances observées.
- Dans le cadre du renouvellement de la gouvernance de la Sécurité ministérielle, l'ACS Plus a été appliquée à certains processus, guides et questionnaires relatifs à la sécurité du personnel. De plus, la Sécurité ministérielle a modifié son Système de gestion de l'habilitation sécuritaire afin qu'il représente mieux les personnes non binaires.

## **Expérimentation**

- La GRC a lancé un modèle d'estimation des ressources pour l'Identité judiciaire selon lequel des données opérationnelles sont analysées à l'appui d'autres modèles de prestation de services dans des régions à forte croissance démographique, ce qui donne lieu à une hausse de la demande d'identification judiciaire. Cette stratégie a mené à l'affectation de ressources supplémentaires dans certaines régions et a permis d'attirer d'autres catégories d'employés dans le secteur.

## **Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable**

*Objectif 4 : Garantir une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous.*

- Pendant la pandémie, le Collège canadien de police (CCP) est passé d'un modèle de prestation de cours exclusivement sur le campus à une accessibilité accrue de la formation en ligne, tirant ainsi parti de la technologie dans le cadre de sa Stratégie numérique. En effet, le CCP a élaboré et offert un plus grand nombre de cours et d'ateliers en ligne grâce à des plateformes d'apprentissage numériques et à des réseaux de GI-TI améliorés. Le Collège a donc pu joindre un public plus vaste tout en réduisant les obstacles à l'accessibilité des cours. Les clients ont bénéficié d'options d'apprentissage plus flexibles afin de pouvoir suivre une formation spécialisée et du perfectionnement en leadership. L'expansion de la formation en ligne et de la prestation régionale de cours a donné lieu à une diminution naturelle de l'utilisation des installations actuelles du campus, contribuant ainsi à réduire l'empreinte carbone globale du CCP.

*Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.*

- Le Programme des délinquants sexuels à risque élevé (DSRE) a procédé à 3 758 évaluations des risques que présentent les délinquants inscrits au Registre national des délinquants sexuels. De ce nombre, 854 se sont révélés des délinquants à risque élevé devant faire l'objet d'une surveillance accrue. En collaboration avec Affaires mondiales Canada, le Programme des DSRE a donné suite à 46 avis concernant des ressortissants canadiens qui ont été reconnus coupables de crimes sexuels à l'endroit d'enfants dans d'autres pays et qui ont demandé des services consulaires. À trois occasions, le Programme des DSRE a coordonné l'interception de délinquants reconnus coupables d'infractions de nature sexuelle à l'étranger et expulsés vers le Canada.

## Résultats atteints

Le tableau suivant montre, pour les Services nationaux de police, les résultats obtenus, les indicateurs de rendement, les cibles et les dates cibles pour 2021-2022, ainsi que les résultats réels pour les trois derniers exercices pour lesquels vous avez accès aux résultats réels.

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2019-2020	Résultats réels 2020-2021	Résultats réels 2021-2022
Des services et des technologies modernes et spécialisés soutiennent les Canadiens et les organismes d'application de la loi	Pourcentage de demandes de service que les laboratoires judiciaires ont traitées dans les délais, par programme : <sup>xxxv</sup>					
	Biologie	80 %	31 mars 2022	53 %	50 %	62 % <sup>xxxvi</sup>
	Toxicologie	80 %	31 mars 2022	47 %	50 %	33 % <sup>xxxvii</sup>
	Identification des armes à feu et des marques d'outils	80 %	31 mars 2022	86 %	66 % <sup>xxxviii</sup>	82 % <sup>xxxix</sup>
	Bureau national de lutte contre la contrefaçon	80 %	31 mars 2022	37 %	98 % <sup>xl</sup>	98 % <sup>xli</sup>
	Analyse de traces	80 %	31 mars 2022	63 %	68 %	84 % <sup>xlii</sup>
	Pourcentage des trousseaux d'enquête nationales sur l'exploitation des enfants remplies et envoyées aux organismes d'application de la loi dans les délais. <sup>xliii</sup>	80 %	31 mars 2022	non disponible	non disponible	non disponible <sup>xliv</sup>
	Pourcentage de demandes de services de criminalistique numérique avancée reçues et traitées conformément à la norme de service établie.	80 %	31 mars 2022	62 %	80 %	62 % <sup>xlv</sup>

	Pourcentage des dépenses en technologies de l'information consacrées aux investissements liés à l'exécution, à la croissance et à la transformation.	exécution: 73% ; croissance: 16%; transformation: 11%	31 mars 2022	non disponible <sup>xlvi</sup>	exécution : 70% croissance : 22% transformation : 8% <sup>xlvii</sup>	exécution : 63% croissance : 21% transformation : 16% <sup>xlviii</sup>
	Pourcentage de répondants qui sont d'accord avec l'énoncé « Mes connaissances et mes compétences se sont accrues grâce à la formation offerte par le Collège canadien de police ».	80 %	31 mars 2022	84 %	82 %	non disponible <sup>xlix</sup>

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>i</sup>.

### Ressources financières budgétaires (en dollars)

Le tableau suivant montre, pour les Services nationaux de police, les dépenses budgétaires de 2021-2022, ainsi que les dépenses réelles pour cet exercice.

Budget principal des dépenses 2021-2022	Dépenses prévues 2021-2022	Autorisations totales pouvant être utilisées 2021-2022	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2021-2022	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2021-2022
498 372 148	498 372 148	715 428 681	637 732 230	139 360 082 <sup>li</sup>

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>lii</sup>.

## Ressources humaines (équivalents temps plein)

Le tableau suivant indique, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle en 2021-2022.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein réels 2021-2022	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2021-2022
4 008	3 723	(285)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#).<sup>liii</sup>

## Services de police contractuels et autochtones

Description : Dans le cadre des ententes de services de police, la GRC fournit des services de police pour répondre aux besoins des provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec) et des territoires, ainsi qu'aux besoins des municipalités et des collectivités autochtones, notamment par l'intermédiaire du Programme des services de police des Premières Nations. Ces services englobent l'administration générale de la justice, soit le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et l'accomplissement de toutes les tâches énoncées en vertu des lois du Canada ou des lois des provinces et des territoires respectifs.

### Résultats :

#### Services de police municipaux, provinciaux et territoriaux

Tout au long de l'année, un travail considérable a été effectué pour renforcer les liens et accroître les consultations entre la GRC et les partenaires contractuels par l'entremise du Comité de gestion des contrats (CGC). Plus particulièrement, la GRC et le CGC ont approuvé officiellement un protocole de consultation amélioré que l'on continue d'intégrer aux processus en place.

#### **Formation sur le désamorçage et équipement d'intervention policière**

En 2021, la GRC a mis à jour la formation et l'équipement destinés aux agents de première ligne. Ceux-ci bénéficient dorénavant d'une formation améliorée sur l'intervention et le désamorçage en situation de crise, qui découle du remaniement, de la mise à jour et de la mise en œuvre du cours d'instructeur en sécurité publique et policière et de la formation en bloc, qui portent notamment sur des techniques d'intervention et de désamorçage en situation de crise. Le recours à des scénarios de réalité virtuelle conçus par des publics cibles comme des intervenants en santé mentale s'est avéré essentiel. La GRC continue de moderniser son matériel d'intervention pour la sécurité publique et policière, notamment par l'actualisation de ses options d'intervention non

meurtrières, comme l'arme à impulsions et l'arme à impact à portée accrue (AIPA) de calibre 40 mm (pointe en éponge).

### **Services de police autochtones**

En plus d'avoir pris part à des réunions de façon régulière avec la commissaire, les membres du Comité consultatif national de la commissaire sur les Autochtones ont participé à dix séances de consultation avec la GRC en 2021-2022. Ces séances portaient sur la nature de la collaboration entre la GRC et les organisations et communautés autochtones, de même que sur la mesure dans laquelle cette collaboration influe sur la confiance à l'égard de la police. Les participants ont pu donner leur point de vue sur les obstacles à l'instauration d'un climat de confiance entre la GRC et les peuples autochtones et suggérer des façons d'améliorer les mesures de réconciliation prises par la GRC à l'avenir.

### **Soutien aux activités des services de police contractuels et autochtones**

L'Équipe d'examen des cas d'agression sexuelle (EECAS) de la GRC a continué d'examiner des dossiers d'enquête récents sur des cas d'agression sexuelle jugés non fondés afin de mettre en évidence les éléments de directives et de politiques qui pourraient être améliorés pour les enquêtes. Au cours de l'exercice, l'EECAS a passé en revue quelque 400 dossiers classés comme sans fondement et a élaboré une orientation et de la formation à l'intention des enquêteurs sur la façon de tenir des enquêtes rigoureuses, centrées sur la victime et adaptées aux traumatismes, et conformes aux pratiques exemplaires et aux politiques de la GRC ainsi qu'aux lois applicables.

Par ailleurs, l'EECAS a continué d'offrir son cours en ligne sur les enquêtes sur des infractions sexuelles, à titre de projet pilote. Un cours de trois jours sur le même sujet a également été offert en personne aux membres de la GRC aux Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

### **Programme national de la sécurité routière et Technologies opérationnelles (PNSR-TO) de la GRC**

Pendant l'exercice, la GRC, à titre de chef de file en matière de certification d'experts en reconnaissance des drogues (ERD) :

- a organisé sept activités de certification d'ERD plutôt que les 25 activités prévues, en raison de la pandémie;
- a facilité la certification de 40 nouveaux instructeurs de tests normalisés de sobriété administrés sur place pour la Police militaire du ministère de la Défense nationale (MDN), permettant ainsi au MDN de former ses membres et d'offrir des cours sur les tests normalisés de sobriété.

### **Mise sur pied de l'effectif**

Le maintien en 2021-2022 des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 a gravement nui à la capacité de la GRC à atteindre ses cibles précédentes en matière de renouvellement de personnel. Cette situation, jumelée à la concurrence avec les autres services de police pour recruter des candidats spécialisés dans une réserve limitée de talents, a entraîné une baisse du

nombre de postulants à la GRC en 2021-2022. L'organisation a reçu 9 964 demandes d'emploi au cours de l'exercice, comparativement à 11 800 en 2020-2021. Le même déclin a été constaté pour ce qui est du recrutement et du maintien en poste de fonctionnaires à la GRC. En 2021-2022, le taux d'attrition des employés de la fonction publique (ceux qui s'occupent des fonctions habilitantes de la GRC) était presque le double de celui de l'exercice précédent (9,97 % comparativement à 5,72 %). L'augmentation des départs à la retraite et des démissions est en cause (828 en 2021-2022, contrairement à 460 l'exercice précédent).

### Modernisation du recrutement

Pour atteindre les cibles de recrutement dans le futur, la GRC entend donner la priorité à la modernisation de ses modèles et approches de recrutement et de maintien en poste. Dans le cadre de ses démarches de modernisation, la GRC s'efforçait de recruter, pour les postes appropriés, les bonnes personnes qui présentent un équilibre de caractéristiques, de qualités, d'identités et d'expériences diverses leur permettant de devenir des policiers efficaces dans la société moderne. L'équipe du Programme national de recrutement (PNR) a collaboré avec des experts de l'extérieur à trois projets importants :

- la réalisation d'un examen de bout en bout du PNR;
- l'élaboration d'un modèle visant à définir les caractéristiques et les qualifications que doivent posséder les policiers des Services généraux et de secteurs spécialisés;
- la mise sur pied réussie des centres d'évaluation du recrutement pour faciliter le processus de recrutement de membres réguliers, où les candidats sont évalués en fonction de caractéristiques et qualifications prédéfinies au cours d'un événement immersif de deux jours où sont organisés des mises en situation, des exercices, des tests de condition physique et des entrevues.

Cette année, le PNR a pris des mesures à l'appui du renouvellement du recrutement, notamment la modernisation de l'examen d'entrée de la GRC en ligne. Dorénavant, les postulants peuvent se soumettre à une évaluation virtuelle de leurs aptitudes cognitives et de leur admissibilité à un emploi de policiers à la GRC, ce qui réduit le temps de traitement des candidatures vu l'élimination des séances d'évaluation en personne du processus. De plus, la GRC a externalisé les évaluations psychologique et médicale afin de réduire l'arriéré et les répercussions sur les Services de santé au travail. Ce nouveau modèle devrait permettre de réduire considérablement le temps moyen de traitement des candidatures. Le PNR a également créé et mis en œuvre une description de travail et un programme de formation normalisés pour les recruteurs actifs afin de bien rendre compte des fonctions qu'ils exercent. Ces nouveaux outils seront utilisés pour former les recruteurs proactifs, nouveaux et actuels, partout au pays pour que des services dynamiques soient offerts auprès des collectivités.

### Recrutement d'employés de communautés racisées et autochtones

Au cours de l'exercice, la GRC a poursuivi ses efforts pour recruter des personnes de communautés racisées et autochtones. Voici des exemples d'initiatives :

- essai d'un programme avec la Makigiaqta Inuit Training Corporation pour aider les Inuits à acquérir les compétences et la formation requises (alphabétisme, notions de calcul, secourisme et permis de conduire) pour réussir le processus de recrutement de la GRC;
- organisation du Programme annuel de formation des précadets autochtones (PFPA), un programme immersif de trois semaines offert à l'École de la GRC et destiné à de jeunes autochtones (maximum de 32) de partout au pays afin qu'ils puissent en apprendre davantage sur l'organisation. Après le PFPA, les jeunes sont affectés pendant 90 jours au détachement de la région d'où ils viennent afin de renforcer leur engagement envers l'organisation et de les amener idéalement à poser leur candidature à la GRC.

Voici les résultats obtenus en 2021-2022 :

- 7 % des membres réguliers de la GRC se déclarent autochtones;
- 12 % des membres réguliers de la GRC se déclarent membres de minorités visibles.

### **Analyse comparative entre les sexes plus**

L'ACS Plus a été prise en compte dans l'élaboration et l'exécution du projet pilote des caméras d'intervention (CI) dans le cadre duquel 53 policiers ont porté la CI à Iqaluit, entre novembre 2020 et mai 2021. Pendant ce projet, environ 14 % des incidents ont été enregistrés, ce qui a donné lieu à 3 652 vidéos. En tout, 73 membres de la collectivité et 13 membres de la GRC ont répondu à des sondages sur leurs perceptions des CI et leur expérience durant le projet pilote. Les sondés s'entendaient pour dire que les CI :

- renforcent leur confiance envers la police (68,5 %);
- aident les policiers à faire preuve de plus de transparence (77,2 %);
- augmentent la sécurité du public (61,5 %);
- améliorent les relations entre la police et la collectivité (61,4 %).

La majorité des membres de la GRC sondés, soit 61,6 %, ont affirmé que les CI leur permettaient de se sentir plus en sécurité au travail, et 85 % d'entre eux ont dit appuyer l'adoption des CI pour tous les agents de première ligne.

Une analyse fondée sur la race des résultats du sondage mené auprès de la collectivité a fait ressortir trois constatations significatives concernant les sondés qui se sont identifiés comme des Inuits :

- 69 % d'entre eux ont dit croire que les CI permettraient de réduire le recours à la force par les policiers;
- 31 % des sondés inuits ont exprimé des inquiétudes relativement au fait que les CI pouvaient représenter une atteinte à leur vie privée et à celle des membres de leur communauté (38 %);
- 15 % d'entre eux ont soulevé des préoccupations culturelles, religieuses et spirituelles en ce qui concerne l'utilisation des CI.

## Expérimentation

La GRC déploie des efforts continus afin d'améliorer les rapports entre les policiers et les personnes atteintes d'une maladie mentale et les interventions auprès de celles-ci. Au cours de l'exercice, les travaux se sont poursuivis dans le cadre d'une étude conjointe, multiméthodes et interorganisationnelle menée par l'Université Carleton, la Fédération de la police nationale, l'Association canadienne des policiers et la GRC qui porte sur la nature des rapports des policiers avec les personnes atteintes d'un trouble mental au Canada. Les parties prenantes de cette étude se penchent sur les stratégies employées par les services de police canadiens pour répondre à des demandes d'intervention en santé mentale et sur les pressions que ces demandes exercent sur les services de police.

Le Groupe de la recherche opérationnelle de la GRC, en collaboration avec les Services nationaux à la jeunesse, a poursuivi la mise à l'essai de la formation Life Skills Training en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick. S'appuyant sur des données probantes, cette formation s'adresse aux jeunes et porte sur les aptitudes à la vie quotidienne et la prévention de la consommation abusive de substances. Elle vise plus particulièrement à aider les participants à modifier leurs comportements et notamment à perfectionner leurs aptitudes sociales générales, leurs aptitudes à la résistance à la consommation de tabac, d'alcool et de drogues, et leurs aptitudes en matière d'auto-gestion (p. ex. à la prise de décisions). L'évaluation en cours a pour but de déterminer si la GRC devrait recommander la formation LST comme programme approuvé de prévention de la consommation abusive de substances. Si l'on recommande la mise en œuvre de cette formation, celle-ci devrait l'être à l'échelle nationale et remplacer le Programme de sensibilisation aux dangers de la drogue (DARE) et le Bouclier autochtone.

## Résultats atteints

Le tableau suivant montre, pour les Services de police contractuels et autochtones, les résultats obtenus, les indicateurs de rendement, les cibles et les dates cibles pour 2021-2022, ainsi que les résultats réels pour les trois derniers exercices pour lesquels vous avez accès aux résultats réels.

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2019-2020	Résultats réels 2020-2021	Résultats réels 2021-2022
La GRC offre des services de police contractuels modernes	Taux pondéré de résolution des crimes par la GRC parmi les territoires visés par les services de police contractuels. <sup>liv</sup>	39	31 mars 2022	32,65 <sup>lv</sup>	33,23 <sup>lvi</sup>	31,46
	Indice de gravité de la criminalité. <sup>lvii</sup>	Non disponible	31 mars 2022	114,97 <sup>lviii</sup>	110,07 <sup>lix</sup>	108,11
	Taux de criminalité en milieu rural dans les secteurs de compétence de la GRC.	À déterminer	31 mars 2022	Non disponible	Non disponible	Non disponible <sup>lx</sup>
	Pourcentage de Canadiens sondés qui sont d'accord avec l'énoncé « Je me sens plus en sécurité grâce à la GRC ».	64 %	31 mars 2022	64 %	57 %	52 %
	Pourcentage des partenaires contractuels qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC offre des services de police contractuels modernes ».	À déterminer	31 mars 2022	Non disponible <sup>lxi</sup>	65 % <sup>lxii</sup>	55 %

Relations avec les Autochtones et résultats à leur égard améliorés	Pourcentage de Canadiens sondés qui ont déclaré être autochtones et qui sont d'accord avec l'énoncé suivant : « Je me sens plus en sécurité grâce à la GRC ».	À déterminer <sup>lxiii</sup>	31 mars 2022	Non disponible	49 % <sup>lxiv</sup>	43 %
	Pourcentage de personnes qui sont aiguillées vers un programme de justice réparatrice (déjudiciarisation avant l'inculpation par rapport aux accusations criminelles classiques).	À déterminer	31 mars 2022	Non disponible <sup>lxv</sup>	Non disponible <sup>lxvi</sup>	Non disponible <sup>lxvii</sup>

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>lxviii</sup>.

## Ressources financières budgétaires (en dollars)

Le tableau suivant montre, pour les Services de police contractuels et autochtones, les dépenses budgétaires de 2021-2022, ainsi que les dépenses réelles pour cet exercice.

Budget principal des dépenses 2021-2022	Dépenses prévues 2021-2022	Autorisations totales pouvant être utilisées 2021-2022	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2021-2022	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2021-2022
1 499 755 750	1 499 755 750	2 944 275 116	2 744 234 374	1 244 478 624 <sup>lxix</sup>

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>lxx</sup>.

## Ressources humaines (équivalents temps plein)

Le tableau suivant indique, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle en 2021-2022.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein réels 2021-2022	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2021-2022
18 483	18 379	(104)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>lxxi</sup>.

## Services internes

### Description

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les services internes désignent les activités et les ressources des 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des services internes de l'organisation. Les 10 catégories de services sont les suivantes :

- ▶ services de gestion des acquisitions;
- ▶ services de communication;
- ▶ services de gestion des finances;
- ▶ services de gestion des ressources humaines;
- ▶ services de gestion de l'information;
- ▶ services des technologies de l'information;
- ▶ services juridiques;
- ▶ services de gestion du matériel;
- ▶ services de gestion et de surveillance;
- ▶ services de gestion des biens immobiliers.

---

## Résultats :

### Ressources humaines

#### **La stratégie de gestion des personnes**

La GRC a continué de faire progresser sa stratégie en matière de ressources humaines, qui vise à moderniser la fonction de ressources humaines de l'organisation et à créer un effectif qualifié et diversifié. La nouvelle Équipe de transformation des RH s'est consacrée surtout à élaborer un cadre de gouvernance et à mettre sur pied des groupes de travail pour discuter d'initiatives essentielles à l'exécution de la Stratégie en matière de ressources humaines. Les chefs de projet ont relevé leurs défis en matière de capacité et de disponibilité des ressources afin de s'assurer que toutes les initiatives bénéficient d'un soutien adéquat.

#### **Équité, diversité et inclusion**

La GRC s'engage à lutter contre le racisme et la discrimination au sein de son effectif et dans les collectivités qu'elle sert. En effet, elle a continué de faire progresser sa Stratégie d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI), qui jette les bases pour faire en sorte que la GRC serve ses employés et les communautés avec dignité et respect. Pour s'assurer que la Stratégie d'EDI porte ses fruits, les divisions et les secteurs d'activité de la GRC ont élaboré des plans de mise en œuvre qui seront évalués au moyen d'indicateurs de rendement.

En janvier 2022, la GRC a mis sur pied une équipe consacrée au projet de collecte de données liées à la race (CDRR). Cette équipe a proposé une série de projets pilotes visant à faire l'essai des fonctions de collecte et d'analyse de données des systèmes de gestion des dossiers opérationnels de la GRC en place à divers endroits au Canada. Par ailleurs, l'équipe du projet de CDRR a créé un groupe de travail multiorganismes sur les données ventilées par race et identité dans le but d'améliorer les services de police par la mise en évidence de lacunes au moyen d'un cadre de lutte contre le racisme et la discrimination.

Fondé en 2021, le Bureau de la collaboration, de la concertation et de la responsabilité dans les relations GRC-Autochtones (Bureau de la CCRGA) a pour mandat de mobiliser la GRC pour accroître le recrutement, le maintien en poste et l'avancement des membres des Premières Nations, des Inuits et des Métis, et de créer des occasions de perfectionnement en leadership à l'intention des employés autochtones. À la GRC, le Bureau de la CCRGA a fait appel à deux réseaux d'employés autochtones – le Conseil des employés autochtones de la GRC (CEAG) et le Réseau des femmes autochtones (RFA) – afin de faire la promotion d'une communauté qui sait s'adapter aux besoins uniques des employés inuits, métis et des Premières Nations. À l'extérieur de la GRC, le Bureau de la CCRGA a collaboré à la mise au point de solutions aux obstacles systémiques afin de créer un espace favorisant les échanges sans préjugés entre les policiers et les membres des diverses communautés et pour veiller à ce que les stratégies en matière de ressources humaines tiennent compte des perspectives et des langues autochtones.

Au cours de l'exercice, le Bureau de la CCRGA :

- a travaillé à des projets de recrutement afin d'accroître la représentation des Autochtones au sein de l'effectif de la GRC;
- a œuvré, au sein de la GRC, à créer des répertoires et des bassins de candidats axés sur les Autochtones afin d'aider l'organisation à atteindre et à maintenir une main-d'œuvre représentative;
- a fait appel à des réseaux comme le Groupe consultatif sur les expériences vécues par les Autochtones pour recueillir des idées et orienter les processus de dotation.

### **Santé mentale**

En mars 2021, la GRC a lancé la Stratégie sur le mieux-être des employés (2021-2024) afin de réduire le stress opérationnel et les traumatismes auxquels se heurtent au quotidien le personnel de première ligne et le personnel de soutien des services de police. La stratégie souligne l'importance de la prévention ainsi que de la détection et de l'intervention dès l'apparition de blessures ou de troubles de santé mentale. Elle renferme 12 grandes initiatives qui témoignent de l'engagement de la GRC à favoriser la santé, la sécurité et la résilience chez les employés.

Au cours de sa première année d'existence, la stratégie a mené à la mise en œuvre le programme Soutien – blessures de stress opérationnel dans l'ensemble de l'organisation, au lancement d'un nouveau module en classe sur la création d'un milieu de travail psychologiquement sain pour le Programme de perfectionnement des gestionnaires, à la classification et à la création de postes d'ambassadeurs du mieux-être, à l'élargissement du Programme de réintégration des membres à l'échelle nationale, à l'expansion du Programme de dépistage de la santé psychologique, et à l'intégration du Programme de gestion informelle des conflits au processus de griefs et de règlement en matière de harcèlement.

### **Centre indépendant de résolution du harcèlement**

Pour donner suite à des rapports et à des recommandations externes visant à améliorer le processus de règlement des plaintes de harcèlement de la GRC, on a mis sur pied, le 30 juin 2021, un nouvel organe indépendant de prévention et de résolution des cas de harcèlement et de violence, le Centre indépendant de résolution du harcèlement (CIRH). Le CIRH garantit aux employés un processus de résolution des plaintes uniforme, qui inspire confiance, est indépendant de la chaîne de commandement de la GRC, favorise la responsabilisation et est facile d'accès.

En tant qu'organe indépendant, le CIRH relève d'un cadre supérieur civil et est composé de personnel civil. Il a reçu 373 avis d'incident de harcèlement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 1<sup>er</sup> décembre 2021, et 132 avis d'incident entre le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et le 31 mars 2022.

En comparaison, avant la mise en œuvre du Centre indépendant de résolution du harcèlement, la GRC a reçu 213 plaintes pour harcèlement en 2020 et 190 en 2019. Les plaintes reçues de membres réguliers et de membres civils de la GRC à cette époque étaient traitées par des enquêteurs internes. La majorité des incidents allégués et signalés au CIRH jusqu'à présent concernent des abus de pouvoir ou de la discrimination. Au troisième rang des incidents les plus signalés vient le comportement interpersonnel (comportement offensant à l'endroit d'une

personne), tandis que les plaintes de harcèlement sexuel comptaient pour 10 % de tous les incidents signalés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, les plaintes pour harcèlement et violence à la GRC sont uniquement traitées par des enquêteurs externes désignés dans l'offre à commandes principale et nationale (OCPN) gérée par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). On s'attendait à une hausse des plaintes de la part des employés de la GRC et donc des demandes d'enquêtes, mais il n'y a pas suffisamment d'enquêteurs externes pour y donner suite.

Au cours de ses six premiers mois d'activité, le CIRH a embauché du personnel et a créé et peaufiné des processus et des procédures de gestion des dossiers. De plus, un nouveau groupe ayant pour mandat d'offrir un soutien accru aux victimes d'infractions criminelles et aux plaignants a été mis sur pied en novembre 2021.

Le 30 juillet 2021, la GRC a publié sa nouvelle politique sur la prévention et la résolution du harcèlement et de la violence en milieu de travail et sur les enquêtes en la matière, qui est maintenant accessible à tous les employés de l'organisation. La politique porte sur la prévention et le règlement du harcèlement et de la violence, mais ne traite pas du régime disciplinaire. Un communiqué a été envoyé à tous les employés pour les informer de la nouvelle politique et des principales modifications qui ont été apportées depuis la version précédente. Cette initiative témoigne d'une stratégie solide visant à prévenir et à contrer le harcèlement et la violence dans les lieux de travail de la GRC.

Conformément à la nouvelle politique, les représailles exercées après qu'un employé a fait parvenir un avis d'incident au CIRH sont considérées comme une forme de harcèlement et doivent être signalées. De plus, la [\*Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles\*](#)<sup>lxvii</sup> offre une voie de recours aux employés qui subissent des représailles après avoir dénoncé des actes répréhensibles dans leur lieu de travail.

### **Négociations collectives et Relations de travail**

Au cours de la période visée par le présent rapport, la GRC a signé et mis en œuvre la première convention collective pour les membres réguliers (de grade inférieur à celui d'inspecteur) et les réservistes, un jalon important de son histoire. Ce document prévoit des conditions d'emploi uniformes et un cadre de relations de travail qui appuie les employés et assure l'efficacité des activités policières.

### **Action, innovation et modernisation**

Le Groupe de l'action, de l'innovation et de la modernisation (AIM) a veillé, de façon centralisée, à la coordination, à la capacité d'exécution et à la surveillance du plan de modernisation Vision150 de la GRC, notamment en dirigeant d'importantes initiatives de modernisation et de changement culturel. Il a également dirigé des efforts pour mettre en œuvre l'ACS Plus dans l'ensemble de l'organisation et promouvoir l'innovation et l'expérimentation, comme le montrent les détails ci-dessous

### **Centre d'expertise sur l'ACS Plus**

Le Groupe de l'AIM a entrepris d'élargir à l'interne la capacité de la GRC d'utiliser l'ACS Plus afin de prendre en considération les divers besoins de la collectivité, de favoriser un milieu de travail inclusif et de soutenir la modernisation de l'organisation en général. Le Groupe de l'AIM a assuré une gouvernance centralisée et offert des conseils et un soutien aux cadres supérieurs et aux employés de la GRC sur l'application de l'ACS Plus, notamment en collaborant directement à des initiatives prioritaires avec des experts en la matière de la GRC. Grâce à un engagement soutenu et à de la formation, on continue de renforcer la capacité d'appliquer l'ACS Plus afin de s'assurer que les politiques, les programmes, les activités et les processus décisionnels de la GRC tiennent compte d'un éventail d'expériences et de besoins.

Le Réseau de l'ACS Plus de la GRC, composé de représentants de tous les secteurs d'activité et de la plupart des divisions de la GRC, a continué de se réunir tous les trimestres afin de discuter des priorités et des problèmes courants liés à l'ACS Plus et de mettre en commun des connaissances, des ressources et des outils. De plus, le Centre d'expertise a organisé une série de séances d'information et de formation sur l'ACS Plus pour mieux outiller les membres du réseau et leur permettre d'acquérir les connaissances pratiques nécessaires pour être en mesure d'aider les divisions et les secteurs d'activité à mettre en œuvre l'ACS Plus de façon systématique.

### **Modernisation et innovation**

En 2021-2022, le Groupe de l'AIM :

- a continué de travailler avec des services professionnels contractuels à l'appui de la modernisation, ce qui a donné lieu à au-delà de 44 produits et services fournis et à l'atteinte de plus de 30 résultats à court terme, y compris l'actualisation des valeurs fondamentales de la GRC et la création d'un énoncé des valeurs organisationnelles;
- s'est ajouté aux réseaux existants à titre de centre d'innovation qui facilitera la collaboration et l'échange d'information avec des parties prenantes externes relativement aux priorités en matière d'innovation et de modernisation;
- a collaboré au programme Solutions innovatrices Canada afin de conclure des contrats avec des entreprises pour améliorer de l'équipement indispensable – y compris l'élaboration de masques de protection respiratoire pouvant se porter avec des poils faciaux – à l'appui des objectifs en matière de diversité et d'inclusion;
- a lancé dans deux divisions de la GRC (Île-du-Prince-Édouard et Nunavut) des projets pilotes sur le changement de culture, plus particulièrement sur l'adoption de comportements clés favorisant le changement de culture, qui s'appuient sur une démarche éprouvée à l'interne;
- a préparé le terrain en vue du lancement prochain d'un projet pilote sur les chemises de l'uniforme opérationnel (nouveaux modèles et nouvelles caractéristiques) auprès d'un groupe diversifié de policiers de la GRC de partout au Canada, et a relevé d'autres initiatives de modernisation de l'uniforme pertinentes, notamment les coiffes confessionnelles et les symboles autochtones.

### **Modernisation du programme d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels**

Au cours de l'exercice, la GRC a élaboré et lancé une [stratégie de modernisation](#)<sup>lxxiii</sup> et un [plan d'action](#)<sup>lxxiv</sup> pour son programme d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP). Le plan d'action, mis en œuvre d'ici les cinq prochaines années, donne suite aux recommandations formulées par le Commissariat à l'information du Canada et aide la GRC à remplir ses obligations en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Cette année, le programme d'AIPRP :

- a réorganisé la sous-direction en la divisant en trois secteurs distincts qui fourniront le leadership et les ressources nécessaires à l'accomplissement des fonctions de base des services d'accès à l'information, de protection des renseignements personnels et de soutien opérationnel;
- a élaboré et lancé un cours sur les principes de base de l'AIPRP offert en ligne à ses employés, et 6 % de son effectif a suivi cette formation sur une période de quatre mois et demi;
- a élaboré plusieurs outils et manuels, dont le *Manuel de référence sur l'AIPRP*, une carte d'information pour le personnel de première ligne et des documents de sensibilisation à l'importance de l'AIPRP à l'intention du personnel divisionnaire de la GRC.

Ces initiatives, et d'autres encore, donnent des résultats rapides et concrets, et ont considérablement amélioré les taux de conformité de la GRC à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et à la *Loi sur l'accès à l'information*.

### **Secteur de la responsabilité professionnelle**

Témoignant de ses efforts afin d'améliorer le temps de traitement des rapports provisoires de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes (CCETP), la GRC a obtenu les résultats suivants :

- Tous les nouveaux rapports provisoires reçus de la CCETP depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 ont été traités dans un délai de six mois, conformément à la norme de service convenue entre la GRC et la CCETP.
- L'arriéré des réponses aux rapports provisoires reçues avant le 1<sup>er</sup> avril 2022 a été éliminé le 26 novembre 2021.
- La GRC a répondu à 150 rapports provisoires de la CCETP entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 31 mars 2022.

Pour donner suite aux recommandations formulées dans le [Rapport final sur la mise en œuvre de l'entente de règlement du recours collectif Merlo Davidson](#)<sup>lxxv</sup>, la GRC a entrepris l'examen de son Guide des mesures disciplinaires en 2021-2022. En octobre 2021, la GRC a engagé un expert externe afin de procéder à l'examen des mesures disciplinaires actuelles et de leur application pour s'assurer du respect des attentes modernes en matière de pertinence, d'équité, de transparence et d'efficacité. L'exercice vise à ce qu'il existe un régime fiable et efficace de mesures disciplinaires appropriées qui soit respectueux des attentes des employés et du public.

L'examen déroule en deux phases : la phase 1 était centrée sur des cas de harcèlement et d'inconduite sexuelle établis. Au cours de la phase 2, on procédera à l'examen des cas d'inconduite établis se rapportant aux autres articles du code de déontologie. Le rapport de la phase 1 a été reçu le 24 février 2022. Le rapport et les recommandations ont été communiqués, et des discussions sont en cours entre des cadres supérieurs de la GRC et des parties prenantes internes, y compris des agents négociateurs.

Dans le cadre de Vision150, les valeurs fondamentales de la GRC ont été examinées, actualisées et approuvées en 2021-2022, au terme d'une démarche de consultation interne et externe, pour s'assurer qu'elles sont inclusives et bien comprises et qu'elles continuent de refléter un Canada moderne. Les employés de la GRC, des bâtisseurs de nations autochtones, des intervenants communautaires, des agents négociateurs et le Conseil consultatif de gestion (CCG) de la GRC ont été consultés pour ce projet. De plus, à la suite d'une recommandation du CCG de la GRC, on a rédigé un énoncé des valeurs organisationnelles pour veiller à ce que tous les employés s'engagent à incarner les valeurs fondamentales de l'organisation dans leur milieu de travail et leur communauté afin d'établir et de maintenir la confiance dans les services de police et la GRC.

## **Gestion générale**

### **Écologisation du gouvernement**

Au cours de l'exercice, la GRC a pris des mesures à l'appui des engagements pour l'écologisation du gouvernement du Canada, notamment les suivantes :

- mettre sur pied une équipe responsable de la stratégie organisationnelle de développement durable, qui est chargée de déterminer des mesures et des activités pour la durabilité sociale, économique et environnementale afin d'accroître la contribution de la GRC au développement durable au Canada;
- aller de l'avant avec l'élaboration d'un concept commun carboneutre pour les petits détachements, lequel pourrait être appliqué aux projets de remplacement de détachements, si cela est possible. Cette initiative aidera la GRC à atteindre son objectif de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025 comparativement au niveau de référence pour 2005-2006;
- diriger avec succès une proposition au Secrétariat du Conseil du Trésor au sujet d'un projet interministériel pour des véhicules maritimes zéro émission ou à faible émission, qui évalue la possibilité de remplacer les moteurs à combustion interne de petits bâtiments par des moteurs zéro émission ou à faible émissions;
- continuer d'appuyer une proposition faite par Ressources naturelles Canada visant à mettre en service de véhicules à émissions nulles et à carburant propre en évaluant l'utilisation de ces véhicules léger dans un contexte d'application de la loi.

## Acquisitions

- La GRC a mené un important projet de mobilisation de l'industrie en vue de l'élaboration d'une demande de propositions pour la mise en œuvre d'un programme national de caméras d'intervention.
- La GRC a passé en revue les pratiques internes afin de procéder à des acquisitions consciencieuses de manière à contribuer au développement économique des communautés autochtones et à l'atteinte de la cible minimale de 5 % de la valeur totale des contrats octroyés à des entreprises autochtones.
- Afin d'accroître la sécurité des Canadiens ainsi que la sécurité et le bien-être de ses policiers de première ligne, la GRC a lancé des plans pour la modernisation du pistolet réglementaire de service dans le cadre d'un processus d'acquisition souple qui s'appuie sur une importante mobilisation de l'industrie.

## Analyse comparative entre les sexes plus

- L'ACS Plus a été utilisée pour la collecte de données de déclaration volontaire pendant le processus de réception du CIRH pour favoriser une meilleure compréhension des expériences de harcèlement vécues par divers groupes d'employés. On s'assure ainsi que les employés qui font appel au CIRH bénéficient d'une démarche tenant compte des effets des traumatismes et d'un soutien tout au long du processus.
- L'ACS Plus a été utilisée dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique nationale de la GRC sur la prévention du harcèlement et de la violence dans le lieu de travail.
- On a mené une ACS Plus pour le projet des caméras d'intervention de la GRC afin de s'assurer que les nouvelles caméras pourront être portées par des policiers et des policières aux caractéristiques physiques variées et que les différentes communautés servies seront prises en compte. Le fruit des consultations nationales auprès des personnes noires, autochtones et de couleur (PANDC), des personnes LGBTQ2+ et des groupes de femmes et de victimes a été intégré à la stratégie de mobilisation de la GRC. On a également consulté les membres réguliers pour orienter l'évaluation et le choix des appareils, et on a recours à l'ACS Plus pour trouver des façons de faire en sorte que le processus d'acquisition soit plus inclusif.

## Expérimentation

Ces dernières années, la modernisation de l'uniforme de la GRC a donné lieu à des pratiques prometteuses pour la réalisation de projets d'innovation. À la suite d'un sondage mené auprès des membres de la GRC en 2019, celle-ci a entrepris un certain nombre d'initiatives afin de moderniser et d'améliorer des articles de l'uniforme, dont les chemises et les coiffes professionnelles. Cette année, on a lancé deux projets pilotes dans le but de mettre à l'essai le nouveau hijab approuvé par la GRC et la nouvelle chemise de l'uniforme opérationnel, plus particulièrement sur le plan du choix de tissu, du style et des propriétés. Dans le cadre du projet

pilote, des employés ont fait l'essai de prototypes de vêtements dans un éventail de contextes (p. ex. lors d'opérations courantes et de formations) et dans diverses conditions géographiques, et on mènera un sondage auprès d'eux pour recueillir leurs commentaires sur une vaste gamme de facteurs. Ces projets pilotes aident directement à la prise de décisions sur la conception de l'uniforme et les changements qui y seront apportés ainsi qu'à l'atteinte des objectifs fixés en matière de diversité, d'inclusion et de sécurité et de bien-être des employés.

### Ressources financières budgétaires (en dollars)

Le tableau suivant présente, pour les services internes, les dépenses budgétaires en 2021-2022, ainsi que les dépenses pour cet exercice.

Budget principal des dépenses 2021-2022	Dépenses prévues 2021-2022	Autorisations totales pouvant être utilisées 2021-2022	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2021-2022	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2021-2022
580 155 055	580 155 055	770 643 910	712 724 269	132 569 214 <sup>lxxvi</sup>

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>lxxvii</sup>.

### Ressources humaines (équivalents temps plein)

Le tableau suivant présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère a besoin pour fournir ses services internes en 2021-2022.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein réels 2021-2022	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2021-2022
3 932	4 065	133

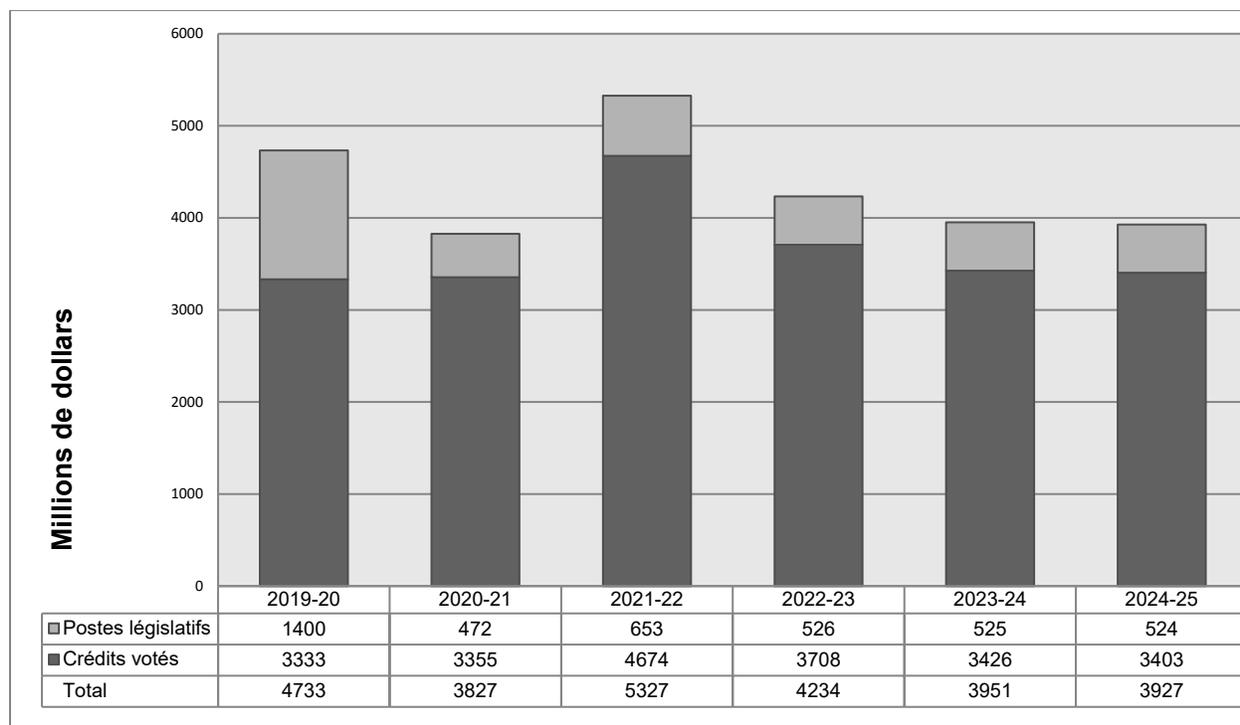
Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>lxxviii</sup>.

## Dépenses et ressources humaines

### Dépenses

#### Dépenses de 2019-2020 à 2024-2025

Le graphique suivant présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



Dans les dernières années, on a enregistré des écarts importants dans les dépenses totales de la GRC, lesquels sont attribuables à une hausse des coûts du régime d'avantages sociaux des employés (RASE) et à des rajustements aux niveaux de rémunération des employés à la suite de négociations collectives. En 2019-2020, il y a eu une augmentation ponctuelle de 1 milliard de dollars des coûts au RASE pour le régime de retraite de la GRC. En 2021-2022, la GRC a engagé environ 1,2 milliard de dollars en augmentations salariales rétroactives (remontant jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2017) et pour l'année courante conformément à la première convention collective conclue avec la Fédération de la police nationale (FPN) pour les membres et les réservistes de la GRC. À la suite de la signature de la convention collective en août 2021, des fonds supplémentaires à hauteur de 1,2 G\$ au titre des négociations collectives avec la FPN ont été versés au budget supplémentaire des dépenses et n'ont pas été ajoutés aux dépenses prévues pour 2021-2022. C'est pourquoi il y a un écart important entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de chaque secteur de programme, plus particulièrement aux Services de police contractuels et autochtones, qui comptent la plus grande proportion de policiers et de réservistes représentés par la FPN.

Les paiements de transfert continuent d'augmenter chaque année en raison d'une hausse des montants versés au titre de l'indemnisation des membres de la GRC blessés dans l'exercice de leurs fonctions. En 2021-2022, les paiements de transfert ont augmenté de 94,7 millions de dollars.

Les investissements de la GRC dans les immobilisations sont demeurés relativement stables comparativement aux exercices précédents.

### Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau « Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes » présente les ressources financières budgétaires affectées aux responsabilités essentielles et aux services internes de la GRC.

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2021-2022	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023	Dépenses prévues 2023-2024	Autorisations totales pouvant être utilisées 2021-2022	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020-2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2021-2022
Services de police fédérale	860 390 157	861 390 157	1 047 163 970	994 935 830	1 226 767 184	1 093 472 764	890 171 085	1 231 734 793
Services nationaux de police	498 372 148	498 372 148	606 873 054	567 141 514	715 428 681	632 298 729	566 618 458	637 732 230
Services de police contractuels et autochtones	1 499 755 750	1 499 755 750	1 930 234 791	1 751 831 220	2 944 275 116	2 323 589 318	1 692 685 201	2 744 234 374
<b>Total partiel</b>	<b>2 859 518 055</b>	<b>2 859 518 055</b>	<b>3 584 271 815</b>	<b>3 313 908 564</b>	<b>4 889 470 981</b>	<b>4 049 360 811</b>	<b>3 149 474 744</b>	<b>4 613 701 397</b>
Services internes	580 155 055	580 155 055	649 932 008	637 148 785	770 643 910	683 613 112	677 890 959	712 724 269
<b>Total</b>	<b>3 439 673 110</b>	<b>3 439 673 110</b>	<b>4 234 203 823</b>	<b>3 951 057 349</b>	<b>5 657 114 891</b>	<b>4 732 973 923</b>	<b>3 827 365 703</b>	<b>5 326 425 666</b>

Au début de l'exercice 2021-2022, les dépenses prévues de la GRC s'élevaient à 3 439,7 millions de dollars. Les fonds supplémentaires provenant du budget supplémentaire des dépenses, des reports de fonds et de la rémunération découlant des négociations collectives ont porté les autorisations totales pour 2021-2022 à 5 657,1 millions de dollars. Les principales initiatives approuvées en cours d'exercice par le Parlement sont notamment les suivantes :

- fonds salariaux découlant de la nouvelle convention collective de la PFN pour les membres et les réservistes de la GRC;

- fonds supplémentaires pour faire face à la hausse des paiements de pensions d'invalidité au titre de la subvention pour indemniser les membres de la GRC pour blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions;
- financement accru affecté aux services de police contractuels fournis à l'appui du Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit.

Les dépenses totales réelles pour 2021-2022 (5 326,4 M\$) était inférieures de 330,7 millions de dollars aux autorisations totales disponibles pour 2021-2022. Une partie importante de ces fonds a été réservés à des initiatives précises et à des affectations à but spécial et ne peuvent donc pas être réaffectés pour faire face à de nouvelles pressions.

La GRC prévoit que les tendances en matière de dépenses continueront de revenir à ce qu'elles étaient avant la pandémie. De plus, on prévoit des augmentations des dépenses totales au fur et à mesure que la GRC continuera de mettre en œuvre les initiatives énumérées lors d'annonces budgétaires précédentes.

### Sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles pour 2021-2022 (en dollars)

Le tableau suivant présente une comparaison entre les dépenses brutes prévues et les dépenses nettes pour 2021-2022.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes réelles 2021-2022	Recettes réelles affectées aux dépenses 2021-2022	Dépenses nettes réelles (autorisations utilisées) 2021-2022
Services de police fédérale	1 232 179 588	(444 765)	1 231 734 793
Services nationaux de police	664 003 939	(26 271 709)	637 732 230
Services de police contractuels et autochtones	4 515 405 790	(1 771 171 416)	2 744 234 374
<b>Total partiel</b>	<b>6 411 589 287</b>	<b>(1 797 887 890)</b>	<b>4 613 701 397</b>
Services internes	723 341 651	(10 617 382)	712 724 269
<b>Total</b>	<b>7 134 903 938</b>	<b>(1 808 505 272)</b>	<b>5 326 425 666</b>

En 2021-2022, les dépenses nettes réelles de la GRC s'élevaient à 7 134,9 millions de dollars, et 1 808,5 millions de dollars ont été perçus en recettes nettes en vertu d'un crédit, pour des dépenses nettes totales de 5 326,4 millions de dollars. Les recettes nettes en vertu d'un crédit sont principalement liées à la prestation de services de police contractuels contre recouvrement des coûts admissibles auprès des partenaires contractuels conformément aux ententes sur les services de police. Des recettes sont également recueillies au titre de la prestation de services de protection sur la colline du Parlement, de l'exécution d'analyses génétiques dans le cadre

d'ententes sur les analyses biologiques conclues avec les provinces et les territoires, de l'administration des pensions et de la formation offerte au Collège canadien de police (CCP).

Pour l'exercice 2021-2022, le Plan ministériel de la GRC prévoyait 1 779,7 millions de dollars en recettes nettes en vertu d'un crédit, et les recettes réelles perçues s'élevaient à 1 808,5 millions de dollars.

En 2021-2022, les recettes perçues ont augmenté de 73,7 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à 2020-2021. Cette hausse est surtout attribuable à la croissance de la demande des services de police contractuels et aux négociations collectives et est partiellement compensée par la baisse des recettes provenant du Service de protection parlementaire et du CCP.

La GRC s'attend à des augmentations annuelles liées à la prestation de services de police contractuels dans les années à venir pour compenser la croissance des programmes et les hausses salariales consenties dans le cadre des négociations collectives que doivent acquitter les partenaires contractuels. De plus, les recettes tirées de la formation offerte par le CCP devraient revenir aux niveaux pré-pandémie étant donné que l'organisation passe peu à peu à un contexte d'après-pandémie.

## Ressources humaines

Le tableau « Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes » présente les équivalents temps plein (ETP) affectés à chacune des responsabilités essentielles et aux services internes de la GRC.

### Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalent s temps plein réels 2019-2020	Équivalent s temps plein réels 2020-2021	Nombre d'équivalen ts temps plein prévus 2021-2022	Équivalent s temps plein réels 2021-2022	Nombre d'équivalen ts temps plein prévus 2022-2023	Nombre d'équivalen ts temps plein prévus 2023-2024
Services de police fédérale	5 176	5 114	5 139	4 994	4 982	4 968
Services nationaux de police	3 645	3 711	4 008	3 723	4 030	4 002
Services de police contractuels et autochtones	18 435	18 291	18 483	18 379	18 579	18 683
<b>Total partiel</b>	<b>27 256</b>	<b>27 116</b>	<b>27 630</b>	<b>27 096</b>	<b>27 591</b>	<b>27 653</b>
Services internes	3 863	3 907	3 932	4 065	4 125	4 181

<b>Total</b> <sup>lxxix</sup>	<b>31 119</b>	<b>31 023</b>	<b>31 562</b>	<b>31 161</b>	<b>31 716</b>	<b>31 834</b>
-------------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

En 2021-2022, le nombre d'équivalents temps plein (ETP) est demeuré stable.

Les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ont gravement nui à la capacité de la GRC à réaliser ses objectifs initiaux en matière de renouvellement de personnel. Malgré les défis qui se sont posés pendant la pandémie, 33 troupes ont réussi le programme de formation de l'École de la GRC (Division Dépôt) à Regina, en Saskatchewan, en 2021-2022. Grâce au respect rigoureux des directives des autorités provinciales de la santé publique ainsi que d'autres mesures de protection, la Division Dépôt a pu demeurer ouverte et continuer d'exercer ses activités en tout temps au cours de l'exercice.

Le nombre de membres réguliers (m.r.) a diminué (19 580 ETP), ce qui s'explique principalement par l'attrition. La demande de m.r. continuant d'augmenter, la GRC vise la formation de 37 troupes à la Division Dépôt en 2022-2023. La GRC maintient son engagement à l'égard de l'embauche de talents diversifiés à l'appui de services de police modernes, et elle travaille actuellement à la modernisation du processus d'évaluation des postulants pour donner suite à cet engagement.

Le nombre d'employés de la fonction publique (e.f.p.) (8 799 ETP) continue d'augmenter chaque année en raison de la dotation en personnel liée à la mise en œuvre continue d'initiatives approuvées précédemment ainsi qu'à de nouveaux projets qui appuient l'engagement de la GRC à l'égard de la modernisation.

Le nombre de membres civils (m.c.) (2 782 ETP) continue de diminuer en raison de l'attrition, du fait que la dotation de postes de m.c. a cessé dans l'attente de leur conversion en postes d'e.f.p. Au fur et à mesure que les postes de m.c. deviennent vacants, des postes d'e.f.p. sont dotés pour pourvoir les postes vacants pour lesquels il n'y a pas de candidats m.c. qualifiés.

## Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les dépenses votées et les dépenses législatives de la GRC, consultez les Comptes publics du Canada 2021<sup>lxxx</sup>.

## Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de la GRC avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>lxxxi</sup>.

## États financiers et faits saillants des états financiers

### États financiers

Les états financiers (non audités) de la GRC pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022 sont affichés sur le [site Web du Ministère](#)<sup>lxxxii</sup>.

## Faits saillants des états financiers

### État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus 2021-2022	Résultats réels 2021-2022	Résultats réels 2020-2021	Écart (résultats réels de 2021-2022 moins résultats prévus de 2021-2022)	Écart (résultats réels de 2021-2022 moins résultats réels de 2020-2021)
Total des charges	5 438 336 000	7 617 399 000	5 802 254 000	2 233 063 000	1 869 145 000
Total des recettes	1 676 331 000	1 923 572 000	1 684 894 000	247 241 000	238 678 000
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 762 005 000	5 747 827 000	4 117 360 000	1 985 822 000	1 630 467 000

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2021-2022 sont fournis dans [l'État des résultats prospectif et les notes de 2021-2022](#)<sup>lxxxiii</sup> de la GRC .

### État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2022 (en dollars)

Renseignements financiers	2021-2022	2020-2021	Écart (2021-2022 moins 2020-2021)
Total du passif net	1 439 000 000	1 153 134 000	285 866 000
Total des actifs financiers nets	1 301 695 000	893 879 000	407 816 000
Dette nette du ministère	137 305 000	259 255 000	(121 950 000)
Total des actifs non financiers	2 039 753 000	1 975 487 000	64 266 000
Situation financière nette du ministère	1 902 448 000	1 716 232 000	186 216 000

## Renseignements ministériels

### Profil organisationnel

**Ministre de tutelle :** L'honorable Marco E. L. Mendicino, C.P., député, Ministre de la Sécurité publique

**Administrateur général :** Commissaire Brenda Lucki

**Portefeuille ministériel :** Sécurité publique

**Instrument habilitant :**

- *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* <sup>lxxxiv</sup>
- *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* <sup>lxxxv</sup>
- *Loi visant à accroître la responsabilité de la GRC* <sup>lxxxvi</sup>
- *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* <sup>lxxxvii</sup>

**Année de constitution ou de création :** 1873

### Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons

La section « [Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons](#) » est accessible sur le site Web de la GRC<sup>lxxxviii</sup>.

Pour plus de renseignements sur les engagements organisationnels formulés dans la lettre de mandat du Ministère, consulter la [lettre de mandat du ministre](#)<sup>lxxxix</sup>.

### Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont accessibles sur le [site Web de la GRC](#)<sup>xc</sup>.

### Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes officiels de la GRC de 2021-2022 sont présentés ci-dessous.

Gendarmerie royale du Canada - Cadre ministériel des résultats					
Responsabilité essentielle 1 : Services de police fédérale		Responsabilité essentielle 2 : Services nationaux de police		Responsabilité essentielle 3 : Services de police contractuels et autochtones	
Résultats ministériels : La population canadienne et les intérêts du Canada sont protégés contre les menaces criminelles graves et complexes	Indicateur : Pourcentage des dossiers liés à la sécurité nationale (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).	Résultats ministériels : Des services et des technologies modernes et spécialisés soutiennent les Canadiens et les organismes d'application de la loi	Indicateur : Pourcentage de demandes de service que les laboratoires judiciaires ont traitées dans les délais, par programme : a. Biologie; b. Toxicologie; c. Identification des armes à feu et des marques d'outils; d. Bureau national de lutte contre la contrefaçon; e. Analyse de traces.	Résultats ministériels : La GRC offre des services de police contractuels modernes	Indicateur : Taux pondéré de résolution des crimes par la GRC parmi les territoires visés par les services de police contractuels.
	Indicateur : Pourcentage des projets à plusieurs niveaux qui sont liés à la sécurité nationale et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).				Indicateur : Indice de gravité de la criminalité.
	Indicateur : Pourcentage de partenaires policiers et d'intervenants qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC intervient efficacement en cas de menaces pour la sécurité nationale ».				Indicateur : Taux de criminalité en milieu rural dans les secteurs de compétence de la GRC.
	Indicateur : Pourcentage de dossiers liés à la cybercriminalité (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).				Indicateur : Pourcentage de Canadiens sondés qui sont d'accord avec l'énoncé « Je me sens plus en sécurité grâce à la GRC ».
	Indicateur : Pourcentage de projets à plusieurs niveaux qui sont liés à la cybercriminalité et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).				Indicateur : Pourcentage des partenaires contractuels qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC offre des services de police contractuels modernes ».
	Indicateur : Pourcentage de partenaires policiers et d'intervenants qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC intervient efficacement en cas de menaces pour la sécurité nationale ».				
	Indicateur : Pourcentage de dossiers liés au crime organisé transnational et aux crimes graves (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).				Résultats ministériels : Relations avec les Autochtones et résultats à leur égard améliorés
	Indicateur : Pourcentage de projets à plusieurs niveaux qui sont liés au crime organisé transnational et aux crimes graves (incidents généraux) et classés (par mise en accusation, accusations recommandées ou sans mise en accusation).				Indicateur : Pourcentage de Canadiens sondés qui ont déclaré être autochtones et qui sont d'accord avec l'énoncé suivant : « Je me sens plus en sécurité grâce à la GRC ».
Indicateur : Pourcentage de partenaires policiers et d'intervenants qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC intervient efficacement face au crime organisé transnational et aux crimes graves ».	Indicateur : Pourcentage de personnes qui sont aiguillées vers un programme de justice réparatrice (déjudiciarisation avant l'inculpation par rapport aux accusations criminelles classiques).				

Services internes

Gendarmerie royale du Canada - Inventaire des programmes		
Programme : Enquêtes de la Police fédérale	Programme : Services d'enquête et d'application de la loi en matière d'armes à feu	Programme : Services de police provinciaux et territoriaux
Programme : Renseignement	Programme : Service canadien de renseignements criminels	Programme : Services de police municipaux
Programme : Services de protection	Programme : Services des sciences judiciaires et de l'identité	Programme : Services de police autochtones
Programme : Prévention et engagement de la Police fédérale	Programme : Collège canadien de police	Programme : Mise sur pied de la force
Programme : Police internationale	Programme : Services d'enquêtes spécialisées et de nature délicate	Programme : Soutien aux opérations des Services de police contractuels et autochtones
Programme : Soutien aux opérations fédérales	Programme : Services spécialisés d'enquêtes techniques de la GRC	
Programme : Gouvernance	Programme : Sécurité ministérielle de la GRC	
	Programme : Services opérationnels de GI-TI de la GRC	
	Programme : Délivrance de permis et enregistrement des armes à feu	

Services internes

## Renseignements à l'appui du Répertoire des programmes

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de la GRC figurent dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xcii</sup>.

## Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le [site Web de la GRC](#)<sup>xciii</sup> :

- ▶ [Rapports sur les achats écologiques](#)<sup>xciii</sup>

- ▶ [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert](#)<sup>xciv</sup>
- ▶ [Analyse comparative entre les sexes plus](#)<sup>xcv</sup>
- ▶ [Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes](#)<sup>xcvi</sup>
- ▶ [Résultats réels en matière de mieux-être et de diversité en milieu de travail](#)<sup>xcvii</sup>
- ▶ [Principaux indicateurs de rendement – Services des sciences judiciaires et de l'identité](#)<sup>xcviii</sup>

## Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)<sup>xcix</sup>. Ce rapport donne aussi des renseignements détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes, ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'ACS Plus liés aux dépenses fiscales.

## Coordonnées de l'organisation

### Adresse postale :

Gendarmerie royale du Canada  
Action, innovation et modernisation  
73, promenade Leikin  
Ottawa (Ontario) K1A 0R2

**Adresse de courriel :** [RPP\\_DPR-RPP\\_RMR@rcmp-grc.gc.ca](mailto:RPP_DPR-RPP_RMR@rcmp-grc.gc.ca)

**Site Web :** <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr>

## **Annexe : Définitions**

### **analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (*gender-based analysis plus [GBA Plus]*)**

Outil analytique utilisé pour élaborer des politiques, des programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs et mieux comprendre comment des facteurs comme le sexe, la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, les conditions socio-économiques, la géographie, la culture et le handicap influent sur les expériences et les résultats et peuvent avoir une incidence sur l'accès aux programmes gouvernementaux et l'expérience vécue dans le cadre de ceux-ci.

### **Cadre ministériel des résultats (*departmental results framework*)**

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles et les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

### **cible (*target*)**

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit d'atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

### **crédit (*appropriation*)**

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

### **dépenses budgétaires (*budgetary expenditures*)**

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; paiements à des sociétés d'État.

### **dépenses législatives (*statutory expenditures*)**

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

### **dépenses non budgétaires (*non-budgetary expenditures*)**

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

### **dépenses prévues (*planned spending*)**

En ce qui a trait au Plan ministériel et au Rapport sur les résultats ministériels, montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

**dépenses votées** (*voted expenditures*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

**équivalent temps plein** (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, le nombre d'équivalents temps plein représente le rapport entre le nombre d'heures travaillées par une personne, divisé par le nombre d'heures normales prévues dans sa convention collective.

**expérimentation** (*experimentation*)

Réalisation d'activités visant à étudier, à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'orienter la prise de décisions fondée sur des éléments probants et d'améliorer les résultats pour les Canadiens, et à prendre connaissance de ce qui fonctionne, pour qui et dans quelles circonstances. L'expérimentation est liée à l'innovation (l'essai de nouvelles approches), mais en est différente, car elle comporte une comparaison rigoureuse des résultats. À titre d'exemple, le fait d'utiliser un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiens peut être un cas d'innovation; le fait de conduire des essais systématiques du nouveau site Web par rapport aux outils existants de sensibilisation ou un ancien site Web pour voir celui qui permet une mobilisation plus efficace est une expérimentation.

**indicateur de rendement** (*performance indicator*)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

**indicateur de résultat ministériel** (*departmental result indicator*)

Mesure quantitative des progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

**initiative horizontale** (*horizontal initiative*)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

**plan** (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

**Plan ministériel** (*Departmental Plan*)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

**priorité ministérielle** (*departmental priority*)

Plan ou projet sur lequel un ministère a choisi de concentrer ses efforts et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être réalisé en premier pour obtenir les résultats ministériels attendus.

**priorités pangouvernementales** (*government-wide priorities*)

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2021-2022, thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2020 (c'est-à-dire protéger les Canadiens de la COVID-19; aider les Canadiens durant la pandémie; rebâtir en mieux : une stratégie pour améliorer la résilience de la classe moyenne; le pays pour lequel nous menons ce combat).

**production de rapports sur le rendement** (*performance reporting*)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

**programme** (*program*)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

**Rapport sur les résultats ministériels** (*Departmental Results Report*)

Rapport qui présente les réalisations réelles d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le Plan ministériel correspondant.

**rendement** (*performance*)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

**répertoire des programmes** (*program Inventory*)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

**responsabilité essentielle** (*core responsibility*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

**résultat** (*result*)

Conséquence attribuable en partie à une organisation, une politique, un programme ou une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

**résultat ministériel** (*departmental result*)

Conséquence ou résultat qu'un ministère cherche à atteindre. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

## Notes de fin de rapport

<sup>i</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/au-sujet-grc>

<sup>ii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/changement-a-grc>

<sup>iii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/changement-a-grc>

<sup>iv</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/voie-grc-vers-reconciliation>

<sup>v</sup> Lettre de mandat du ministre de la Sécurité publique, <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-du-ministre-de-la-securite-publique>

<sup>vi</sup> Guide *Signaler les incidents suspects aux services de police*, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/signaler-incidents-suspects-aux-services-police>

<sup>vii</sup> Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux de la Police fédérale étant souvent classés des années après leur ouverture (en moyenne 2,1 ans après), il est impossible de fixer un objectif annuel pour cet indicateur. Des efforts seront mis dans l'élaboration d'indicateurs de rendement développés, des données pertinentes et des cibles au cours de la prochaine année.

<sup>viii</sup> Les résultats des exercices précédents ne sont pas disponibles pour cet indicateur. La méthode de calcul des dossiers classés a été mise à jour en 2020-2021.

<sup>ix</sup> Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux de la Police fédérale étant souvent réglés des années après leur ouverture (en moyenne 2,1 ans après), il est impossible de fixer un objectif annuel pour cet indicateur. Des efforts seront mis dans l'élaboration d'indicateurs de rendement développés, des données pertinentes et des cibles au cours de la prochaine année.

<sup>x</sup> Les résultats des exercices précédents ne sont pas disponibles pour cet indicateur. La méthode de calcul des dossiers classés a été mise à jour en 2020-2021.

<sup>xi</sup> Le taux de règlement renvoie au nombre total de dossiers réglés (par mise en accusation ou autrement) au cours de l'exercice, divisé par le nombre total de dossiers reçus au cours de l'exercice. Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux étant souvent réglés des mois ou des années après les signalements ou les classements, il est possible que le nombre de dossiers réglés au cours d'un exercice soit supérieur au nombre total d'incidents signalés ou classés cet exercice-là, et donc que le taux de règlement excède 100 %.

<sup>xii</sup> Au total, neuf projets à plusieurs niveaux liés à des infractions à la sécurité nationale ont été réglés en 2021-2022, et neuf ont été gérés (100 %) au cours de la même période. Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux étant souvent réglés des mois ou des années après les signalements ou les classements, il est possible que le nombre de dossiers réglés au cours d'un exercice soit supérieur au nombre total d'incidents signalés ou classés cet exercice-là, et donc que le taux de règlement excède 100 %. Il est aussi possible que le nombre fluctue au fil des ans, selon le nombre total de projets à plusieurs niveaux gérés chaque année.

<sup>xiii</sup> Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux de la Police fédérale étant souvent réglés des années après leur ouverture (en moyenne 2,1 ans après), il est impossible de fixer un objectif annuel pour cet indicateur. Des efforts seront mis dans l'élaboration d'indicateurs de rendement développés, des données pertinentes et des cibles au cours de la prochaine année.

<sup>xiv</sup> Les résultats des exercices précédents ne sont pas disponibles pour cet indicateur. La méthode de calcul des dossiers classés a été mise à jour en 2020-2021.

<sup>xv</sup> Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux de la Police fédérale étant souvent classés des années après leur ouverture (en moyenne 2,1 ans après), il est impossible de fixer un objectif annuel pour cet indicateur. Des efforts seront mis dans l'élaboration d'indicateurs de rendement développés, des données pertinentes et des cibles au cours de la prochaine année.

<sup>xvi</sup> Les résultats des exercices précédents ne sont pas disponibles pour cet indicateur. La méthode de calcul des dossiers classés a été mise à jour en 2020-2021.

<sup>xvii</sup> Au total, quatre projets à plusieurs niveaux liés à des cas de cybercriminalité ont été réglés en 2021-2022, et un seul a été géré (400 %) au cours de la même période. Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux étant souvent réglés des mois ou des années après les signalements ou les classements, il est possible que le nombre de dossiers réglés au cours d'un exercice soit supérieur au nombre total d'incidents signalés ou classés cet exercice-là, et donc que le taux de règlement excède 100 %. Il est aussi possible que le nombre fluctue au fil des ans, selon le nombre total de projets à plusieurs niveaux gérés chaque année.

<sup>xviii</sup> Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux de la Police fédérale étant souvent réglés des années après leur ouverture (en moyenne 2,1 ans après), il est impossible de fixer un objectif annuel pour cet indicateur. Des efforts seront mis dans l'élaboration d'indicateurs de rendement développés, des données pertinentes et des cibles au cours de la prochaine année.

- <sup>xix</sup> Les résultats des exercices précédents ne sont pas disponibles pour cet indicateur. La méthode de calcul des dossiers classés a été mise à jour en 2020-2021.
- <sup>xx</sup> Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux de la Police fédérale étant souvent réglés des années après leur ouverture (en moyenne 2,1 ans après), il est impossible de fixer un objectif annuel pour cet indicateur. Des efforts seront mis dans l'élaboration d'indicateurs de rendement développés, des données pertinentes et des cibles au cours de la prochaine année.
- <sup>xxi</sup> Les résultats des exercices précédents ne sont pas disponibles pour cet indicateur. La méthode de calcul des dossiers classés a été mise à jour en 2020-2021.
- <sup>xxii</sup> Le taux de règlement renvoie au nombre total de dossiers réglés (par mise en accusation ou autrement) au cours de l'exercice, divisé par le nombre total de dossiers reçus au cours de l'exercice. Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux étant souvent réglés des mois ou des années après les signalements ou les classements, il est possible que le nombre de dossiers réglés au cours d'un exercice soit supérieur au nombre total d'incidents signalés ou classés cet exercice-là, et donc que le taux de règlement excède 100 %.
- <sup>xxiii</sup> Au total, sept projets à plusieurs niveaux liés à des cas de crime organisé transnational et de crimes graves ont été réglés en 2021-2022, et trois ont été gérés (233,3 %) au cours de la même période. Les dossiers et les projets à plusieurs niveaux étant souvent réglés des mois ou des années après les signalements ou les classements, il est possible que le nombre de dossiers réglés au cours d'un exercice soit supérieur au nombre total d'incidents signalés ou classés cet exercice-là, et donc que le taux de règlement excède 100 %. Il est aussi possible que le nombre fluctue au fil des ans, selon le nombre total de projets à plusieurs niveaux gérés chaque année.
- <sup>xxiv</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>xxv</sup> L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues s'explique surtout par la mise en œuvre des hausses salariales rétroactives et de l'exercice en cours découlant de la signature de la première convention collective avec la Fédération de la police nationale (FPN).
- <sup>xxvi</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>xxvii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>xxviii</sup> « La GRC branchée », Stratégie sur la police numérique, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/grc-branchee>
- <sup>xxix</sup> Pour plus d'information, consulter le site <https://ouvert.canada.ca/fr/contenu/plan-mise-oeuvre-gouvernement-ouvert-gendarmerie-royale-du-canada>
- <sup>xxx</sup> Ensembles de données accessibles à l'adresse <https://open.canada.ca/fr>
- <sup>xxxi</sup> La hausse des services demandés aux Services des sciences judiciaires et de l'identité (SSJI) pourrait être attribuée au fait que les clients les connaissent mieux et que la criminalité évolue, tout comme les réactions à la celle-ci.
- <sup>xxxii</sup> L'identification des victimes est un élément essentiel de la lutte contre la cyberexploitation sexuelle des enfants. Une fois qu'une victime est identifiée, les forces de l'ordre peuvent faire le nécessaire pour la sortir de la situation dangereuse, au besoin. S'ils savent qu'une victime n'est plus en danger, les services de police peuvent éviter de travailler en double et donner la priorité aux victimes qui risquent de continuer d'être maltraitées. La base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants d'INTERPOL est en ce sens essentielle, car elle permet aux pays du monde entier d'échanger de l'information et de coordonner efficacement leurs efforts.
- <sup>xxxiii</sup> Rapport public de 2021 sur le crime organisé au Canada, <https://cisc-scrs.gc.ca/media/2022/2022-01-25-fra.htm>
- <sup>xxxiv</sup> L'achat par prête-nom consiste pour une personne qui détient un permis de possession et d'acquisition d'armes à feu à acquérir légalement une arme à feu pour ensuite la transférer illégalement et intentionnellement à un tiers non autorisé à détenir une arme à feu.
- <sup>xxxv</sup> Les résultats indiqués ne représentent que les demandes courantes et ne tiennent pas compte des demandes de service prioritaires qui font l'objet d'un traitement accéléré selon une évaluation du Centre d'évaluation judiciaire des Services nationaux de laboratoire judiciaire et après consultation des clients.
- <sup>xxxvi</sup> En raison de plusieurs postes vacants dans le groupe des recherches du Service de biologie dans deux bureaux de traitement, les cibles n'ont pas pu être atteintes. De plus, la pandémie continue d'avoir une incidence globale sur la prestation de services.
- <sup>xxxvii</sup> La demande continue de dépasser la capacité de production en toxicologie, ce qui entraîne un alourdissement de la charge de travail et un allongement des délais de traitement. De plus, la pandémie continue d'avoir une incidence globale sur la prestation de services.
- <sup>xxxviii</sup> En 2020-2021, les défis opérationnels liés à la pandémie de COVID-19 et les exigences en matière de distanciation physique connexes imposées dans les milieux de travail ont nui aux résultats relatifs au rendement. Au cours de l'exercice, les défis en matière de dotation et d'attrition ont également nui au rendement de ce groupe.
- <sup>xxxix</sup> La mise en place de restrictions relatives à la réception de demandes, l'annulation de demandes dont les clients n'ont plus besoin et la détermination de dates d'agenda initiales réalistes, et donc l'établissement de délais de

traitement plus longs, ont aidé le service des armes à feu à atteindre les cibles. Le service des armes à feu en est à sa première année d'un programme de renforcement des capacités de deux ans prévoyant de nouvelles embauches.

<sup>xl</sup> L'élimination graduelle de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon (SNRC) a entraîné une baisse importante du nombre de signalements de billets contrefaits au Bureau national de lutte contre la contrefaçon (BNLC). Lorsque la SNRC a pris fin, de nombreux organismes d'application de la loi ont présumé que le BNLC ne fournirait plus de services. Le Programme tente maintenant de clarifier ce malentendu avec les clients. De plus, au cours de la dernière année, en raison de la pandémie, de nombreux fournisseurs ont commencé à accepter uniquement des transactions financières numériques, ce qui a entraîné naturellement la diminution du nombre de signalements effectués auprès du BNLC. Cette baisse du volume de travail a permis au BNLC d'excéder ses objectifs de rendement en dépit des défis liés aux nouveaux protocoles mis en place pour la pandémie dans le milieu de travail.

<sup>xli</sup> L'élimination de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon (SNRC) a entraîné une baisse du nombre de signalements de billets contrefaits au BNLC. La stratégie a pris fin officiellement en mars 2020, mais la suppression de la stratégie avait été annoncée plus tôt, en 2019, et de nombreux coordonnateurs ont donc été affectés à de nouvelles tâches ou à de nouveaux postes avant la fin de 2019. Lorsque la SNRC a pris fin, bon nombre d'organismes d'application de la loi ont présumé que le BNLC ne fournirait plus de services. De plus, en raison de la pandémie, de nombreux fournisseurs ont commencé à accepter uniquement des transactions financières numériques, ce qui a entraîné une diminution du nombre de signalements de billets contrefaits. Cette baisse du volume de travail a permis au BNLC d'excéder ses objectifs de rendement en dépit des défis liés aux nouveaux protocoles mis en place en raison de la pandémie dans le milieu de travail.

<sup>xlii</sup> Les cibles pour les analyses de traces ont été dépassées pour cet exercice financier malgré l'incidence globale de la pandémie sur la prestation de services.

<sup>xliiii</sup> Le programme sera en mesure d'établir un rapport sur ce rendement une fois que son nouveau système de TI aura été entièrement mis en œuvre.

<sup>xliiv</sup> L'équipe du programme n'a pas pu recueillir des données sur cet indicateur; on tente actuellement de définir une mesure plus significative.

<sup>xli v</sup> L'équipe du programme mise sur l'amélioration continue pour satisfaire aux normes de service.

<sup>xli vi</sup> Les données pour cet indicateur n'ont pas été recueillies au cours de l'exercice 2019-2020.

<sup>xli vii</sup> Le résultat rend compte des coûts du dirigeant principal de l'Information (DPI).

<sup>xli viii</sup> Le programme a dépassé ses objectifs d'investissement dans les initiatives de croissance et de transformation, ce qui, en proportion, a donné lieu à une baisse du pourcentage global des investissements dans des initiatives d'exécution.

<sup>xli x</sup> Cette enquête n'a pas été menée en 2021-2022. D'autres données sur le rendement, y compris des résultats d'enquête, seront fournies pour l'exercice 2022-2023.

<sup>l</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

<sup>li</sup> L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est principalement attribuable à la mise en œuvre des augmentations salariales rétroactives et de l'exercice en cours découlant de la signature de la première convention collective avec la Fédération de la police nationale (FPN).

<sup>lii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

<sup>liii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

<sup>li v</sup> Le taux de résolution pondéré a été élaboré pour tenir compte de la limitation d'un taux de résolution total, puisque les totaux globaux sont dominés par des infractions moins graves et à volume élevé. Le taux de résolution pondéré attribue une valeur aux crimes en fonction de leur gravité; les crimes les plus graves ont une pondération statistique supérieure. Le taux de résolution pondéré est exprimé en pourcentage.

<sup>li v</sup> Ce point de données représente le taux de classement pondéré révisé de la GRC pour 2019.

<sup>li vi</sup> Ce point de données représente le taux de classement pondéré révisé de la GRC pour 2020.

<sup>li vii</sup> L'indice de gravité de la criminalité comprend toutes les infractions au Code criminel, y compris les violations du Code de la route, ainsi que les infractions relatives aux drogues et à toutes les lois fédérales. L'Indice de gravité de la criminalité (IGC) mesure l'évolution du niveau de gravité de la criminalité au Canada d'une année à l'autre. Dans l'indice, tous les crimes sont pondérés en fonction de leur gravité. Le degré de gravité est fondé sur les peines imposées par les tribunaux de toutes les provinces et de tous les territoires. Les crimes plus graves se voient attribuer un poids plus élevé, les infractions moins graves, un poids plus faible. Par conséquent, les infractions plus graves ont une incidence accrue sur les modifications à l'Indice. L'IGC est normalisé à 100 pour l'année de référence 2006.

<sup>li viii</sup> Ce point de données représente l'indice de gravité de la criminalité de la GRC révisé pour 2019.

<sup>li x</sup> Ce point de données représente l'indice de gravité de la criminalité de la GRC révisé pour 2020.

- <sup>lx</sup> Après consultation, il a été confirmé que Statistique Canada ne fournit pas les données requises pour produire un rapport sur cet indicateur. Celui-ci sera réexaminé en 2022-2023.
- <sup>lxi</sup> Cet indicateur a été récemment défini, et cette question a été posée pour la première fois aux partenaires contractuels au cours de l'exercice 2020-2021.
- <sup>lxii</sup> Cette cible a été revue et est maintenant de 64 %.
- <sup>lxiii</sup> L'équipe chargée de la mise en œuvre du questionnaire, qui servira de mécanisme de collecte de données pour cet indicateur, a connu des retards en raison des ressources limitées et de la pandémie de COVID-19. La mise en œuvre a été retardée jusqu'à la fin de 2021.
- <sup>lxiv</sup> Ces analyses ont été disponibles pour la première fois au cours de l'exercice 2020-2021.
- <sup>lxv</sup> À l'heure actuelle, les systèmes de gestion des dossiers de la GRC ne font pas le suivi du recours annuel à la justice réparatrice.
- <sup>lxvi</sup> Ce résultat n'est pas disponible, car la mesure a été mise en place à la fin de 2021, mais elle s'appliquera aux prochains exercices.
- <sup>lxvii</sup> Statistique Canada ne fournit pas les données requises pour produire un rapport sur cet indicateur et, par conséquent, les SPCA ne sont pas en mesure de fournir un résultat réel à l'avenir. Les SPCA prévoient des changements à venir, et cet indicateur sera réévalué une fois qu'un remplacement convenable aura été formulé.
- <sup>lxviii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>lxix</sup> L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est principalement attribuable à la mise en œuvre des hausses salariales rétroactives et de l'exercice en cours découlant de la signature de la première convention collective avec la Fédération de la police nationale (FPN). Les Services de police contractuels et autochtones comptent pour plus de 70 % des membres réguliers et des réservistes de la GRC, ce qui donne lieu à un important écart par rapport aux dépenses prévues.
- <sup>lxx</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>lxxi</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>lxxii</sup> Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-31.9/>
- <sup>lxxiii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/strategie-modernisation-du-programme-dacces-a-linformation-et-protection-des-enseignements-plan-action>
- <sup>lxxiv</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/strategie-modernisation-du-programme-dacces-a-linformation-et-protection-des-enseignements-plan-action>
- <sup>lxxv</sup> Rapport final sur la mise en œuvre de l'entente de règlement du recours collectif Merlo Davidson, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/rapport-final-mise-oeuvre-laccord-reglement-merlo-davidson>
- <sup>lxxvi</sup> L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues s'explique surtout par la mise en œuvre des hausses salariales rétroactives et de l'exercice en cours découlant de la signature de la première convention collective avec la Fédération de la police nationale (FPN), et il tient compte d'un écart additionnel attribuable au financement au titre des règlements judiciaires reçus.
- <sup>lxxvii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>lxxviii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>lxxix</sup> Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
- <sup>lxxx</sup> Comptes publics du Canada, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>
- <sup>lxxxi</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>lxxxii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/rapport-resultats-ministeriels>
- <sup>lxxxiii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-plan-ministeriel-etat-des-resultats-prospectif>
- <sup>lxxxiv</sup> Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/R-10/index.html>
- <sup>lxxxv</sup> Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/R-11/TexteComple.html>
- <sup>lxxxvi</sup> Loi visant à accroître la responsabilité de la GRC, [http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/LoisAnnuelles/2013\\_18/](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/LoisAnnuelles/2013_18/)
- <sup>lxxxvii</sup> Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/r-10.6/TexteComple.html>
- <sup>lxxxviii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/rapport-resultats-ministeriels>
- <sup>lxxxix</sup> Lettre de mandat du ministre, <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat>
- <sup>xc</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/rapport-resultats-ministeriels>
- <sup>xci</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>xcii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-rapport-resultats-ministeriels>
- <sup>xciii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-rapport-resultats-ministeriels/rapports-achats-ecologiques>

<sup>xciv</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-rapport-resultats-ministeriels/details-programmes-paiements-transfert>

<sup>xcv</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-rapport-resultats-ministeriels/analyse-comparative-entre-les-sexes-plus>

<sup>xcvi</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-rapport-resultats-ministeriels/reponses-aux-comites-parlementaires-et-aux-audits-externes>

<sup>xcvii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-rapport-resultats-ministeriels/resultats-reels-matiere-mieux-etre-et-diversite-milieu-travail>

<sup>xcviii</sup> Site Web de la GRC, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/2021-2022-rapport-resultats-ministeriels/principaux-indicateurs-rendement-services-des-sciences-judiciaires-et-lidentite>

<sup>xcix</sup>. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>